Banque des Etats de l'Afrique Centrale

BULLETIN DU MARCHÉ MONÉTAIRE

N° 287

JUILLET 2018

Sommaire

	Pages
Liste des abréviations	**2**
Résumé des opérations du mois de juillet 2018	**3**
I- Activités du compartiment interbancaire	**3**
II- Evolution du compartiment des interventions de la Banque Centrale	**3**
A- Evolution des taux de la BEAC	**3**
a) Taux débiteurs	3
b) Taux d'intérêt sur les placements des banques	4
B- Interventions de la Banque Centrale	**4**
B-1) Opérations principales d'injection de liquidité	4
a) Volumes échangés	4
b) Taux des adjudications observés	5
B-2) Facilités permanentes	5
B-3) Guichet spécial de refinancement des crédits à moyen terme irrévocables	6
B-4) Autres interventions	6
III- Evolution du marché des titres publics	**6**
Statistiques du marché monétaire	**8**
I- Statistiques du compartiment interbancaire (Ia à **Ic)**	9-10
II- Statistiques du compartiment des interventions de la Banque Centrale (IIIa à **IIIp)**	10-15
III- Statistiques du compartiment des titres publics (IIa à **IIi)**	15-19
IV- Autres statistiques (Iva à **IVp)**	19-27
Annexes	**28**
Annexe 1 : Lexique des termes monétaires et financiers	29
Annexe 2 : Chronologie des principaux évènements marquants, mesures récentes de politique monétaire de la BEAC	34
Annexe 3a : Liste des établissements éligibles au compartiment des interventions de la BEAC (Cameroun, Centrafrique et Congo)	38
Annexe 3b : Liste des établissements éligibles au compartiment des interventions de la BEAC (Gabon, Guinée Equatoriale et Tchad)	39

Liste des abréviations

BEAC	:	Banque des Etats de l'Afrique Centrale
BDEAC	:	Banque de Développement des Etats de l'Afrique Centrale
BCEAO	:	Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
BCE	:	Banque Centrale Européenne
CEMAC	:	Communauté Economique de l'Afrique Centrale
CMM	:	Comité du Marché Monétaire
COBAC	:	Commission Bancaire de l'Afrique Centrale
CPM	:	Comité de Politique Monétaire
CRCT	:	Cellule de Règlement et de Conservation des Titres
CTPM	:	Cellule Technique de Politique Monétaire
DAJR	:	Département des Affaires Juridiques et de la Règlementation
DSFABFE	:	Direction de la Stabilité Financière, des Activités Bancaires et Financement des Economies
DERS	:	Direction des Etudes, de la Recherche et des Statistiques
DN	:	Directions Nationales
FALB	:	Facteurs Autonomes de la Liquidité Bancaire
FMI	:	Fonds Monétaire International
TCM	:	Taux Créditeur Minimum
TCN	:	Titres de Créances Négociables
TIAO	:	Taux d'Intérêt des Appels d'Offres
TFPM	:	Taux de la Facilité de Prêt Marginal
TFD	:	Taux de la Facilité de Dépôt
TISPPo	:	Taux d'Intérêt sur Placements Publics au titre du Fonds de réserve pour les générations futures
$TISPP_1$	:	Taux d'Intérêt sur Placements Publics au titre du Mécanisme de stabilisation des recettes budgétaires
$TISPP_2$	:	Taux d'Intérêt sur Placements Publics au titre des dépôts spéciaux
TPB	:	Taux de Pénalité aux Banques
TICCE	:	Taux d'Intérêt sur les Crédits Consolidés sur les Etats

Résumé des opérations du mois de juillet 2018

L'activité du compartiment interbancaire s'est repliée à 102,6 milliards en juillet 2018 contre 114,4 milliards en juin 2018. Parallèlement, l'encours moyen des injections de liquidité par l'Institut d'Emission dans le système bancaire a progressé de 3,6 %, passant de 483,2 milliards en juin 2018 à 497,2 milliards en juillet 2018. Concernant le marché des titres publics, onze (11) nouvelles émissions d'un montant total de 106,5 milliards ont été enregistrées en juillet 2018 contre treize (13) émissions d'une valeur globale de 137,1 milliards en juin 2018.

I- Activités du compartiment interbancaire

Le segment interbancaire a connu une relative accalmie au cours de la période sous revue. En effet, le volume des transactions déclarées a régressé de 10,3%, à 102,6 milliards en juillet 2018. Vingt-et-neuf (29) opérations ont été enregistrées, dont douze (12) à caractère national incluant une opération de revolving et dix-huit (17) régionales. Les taux d'intérêt pratiqués se sont inscrits entre 2,75 % à 8,50 % pour des durées comprises entre 5 jours et 90 jours.

II- Evolution du compartiment des interventions de la Banque Centrale

En juillet 2018, les activités de ce compartiment du marché monétaire ont été caractérisées par :

A- Evolution des taux de la BEAC

En vue du pilotage du taux d'intérêt interbancaire moyen pondéré (TIMP) des opérations à 7 jours, le Comité de Politique Monétaire a décidé lors de sa session du 25 juillet 2018 de mettre en place un corridor autour du TIAO, composé d'une facilité de prêt marginal, en remplacement du taux des prises en pension (TIPP), et d'une facilité de dépôts, en remplacement du taux d'intérêt sur placement à 7 jours (TISP).

Les taux fixés au cours de cette session du CPM se présentent comme suit :

a) <u>Taux débiteurs</u>

- Taux d'intérêt des appels d'offres (TIAO) : **2,95 %** ;
- Taux de facilité de prêt marginal (TFPM) : **4,70 %**;
- Taux de pénalité aux banques (TPB) : **7,00 %.**

b) Taux d'intérêt sur les placements des banques

Les taux d'intérêt sur les placements des banques ont été remplacés par le taux de la facilité de dépôt qui est de **0,0%.** Pour leur part, les taux de rémunération des dépôts publics sont restés inchangés :

- Taux d'intérêt sur placements publics au titre du fonds de réserve pour les générations futures (TISPPo) : **0,40 %** ;
- Taux d'intérêt sur placements publics au titre du mécanisme de stabilisation des recettes budgétaires (TISPP1) : **0,05 %** ;
- Taux d'intérêt sur placements publics au titre des dépôts spéciaux (TISPP$_2$) : **0,00 %.**

De même, le taux créditeur minimum n'a pas été modifié, à **2,45 %**.

B- Interventions de la Banque Centrale

B-1) Opérations principales d'injection de liquidité

a) Volumes échangés

Au cours de la période de référence, l'opération principale d'injection de liquidité a constitué l'essentiel des concours de l'Institut d'Emission au système bancaire. En effet, durant le mois de juillet 2018, quatre (4) appels d'offres ont été organisés pour un encours moyen mensuel de 272,9 milliards contre 283,2 milliards un mois plus tôt.

La situation par pays des ***opérations principales de d'injection de liquidité*** se présente comme ci-après :

Au **Cameroun**, l'encours moyen mensuel des avances accordées aux établissements de crédit s'est notablement accru, se hissant à 40,6 milliards en juillet 2018 contre 26,5 milliards un mois auparavant. Cette évolution s'explique par un accroissement des besoins de liquidité d'un établissement de crédit.

En **Centrafrique**, le volume moyen a plus que doublé, passant de 43 millions en juin 2018 à 96 millions en juillet 2018, tout en demeurant marginal. Ce concours répond au besoin de liquidité d'un seul établissement de crédit.

Au **Congo**, le montant moyen s'est élevé à 54,7 milliards en juillet 2018 contre 51,4 milliards un mois plus tôt, en hausse de 6,40%. En revanche, au **Gabon**, l'encours moyen mensuel a connu une légère baisse, revenant de 19,7 milliards en juin 2018 à 19,3 milliards en juillet 2018, avec essentiellement un établissement de crédit recourant régulièrement à cette opération.

En **Guinée Equatoriale**, le montant moyen a décru à 130,8 milliards en juillet 2018 contre 147,6 milliards juin 2018, servi à un seul établissement de crédit.

Au **Tchad,** l'encours moyen s'est abaissé à 27,3 milliards en juillet 2018 contre 38 milliards un mois auparavant, en liaison avec la non-participation d'une banque aux enchères hebdomadaires de ce mois.

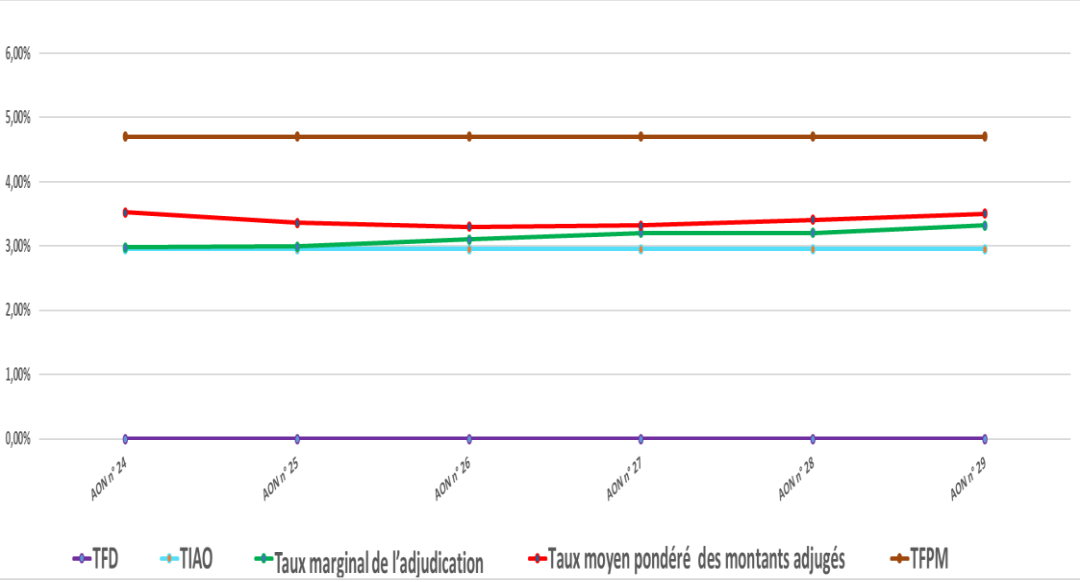
b) Taux des adjudications observés

Il a été observé un renchérissement de la monnaie centrale depuis le lancement des appels d'offres régionaux à taux variables. En effet, le taux marginal des adjudications hebdomadaires a évolué à la hausse durant les quatre semaines du mois de juillet 2018, s'établissant à 3,20 % pour les deux premières adjudications, puis à 3,32 % et 3,40 % pour les deux appels d'offres suivants.

Dans le même temps, le taux moyen pondéré des soumissions s'est situé respectivement à 3,28 %, 3,37 %, 3,47 % et 3,49 %, pendant que le taux moyen pondéré des adjudications est ressorti à 3,32%, 3,41%, 3,50% et 3,52 %.

Enfin, le taux minimum proposé par les établissements de crédit s'est inscrit entre 2,95 et 3,30%, alors que le taux maximum s'est élevé à 4 % pour l'ensemble des appels d'offres du mois.

<u>Graphique 1</u> : Evolution des taux des adjudications sur l'opération principale d'injection de liquidité



B-2) F*acilités permanentes*

Concernant les ***facilités permanentes***, le volume moyen d'avances au titre des opérations de prêt marginal a augmenté considérablement, passant de 595 millions en juin 2018 à 28,2 milliards en juillet 2018. Cette évolution est liée à la réduction par le Comité du Marché Monétaire, le 17 juillet 2018, du montant alloué au titre de l'opération principale d'injection de liquidité et à l'absorption de plus de 40% de ce montant par une banque installée en Guinée Equatoriale. Ces interventions ont été sollicitées par les établissements de crédit implantés au Cameroun (7,2 milliards), au Congo (1,1 milliard), en Guinée Equatoriale (12,1 milliards) et au Tchad (7,8 milliards).

B-3) Guichet spécial de refinancement des crédits à moyen terme irrévocables

Le volume moyen des avances accordées par l'Institut d'Emission pour le refinancement des crédits d'investissements productifs, à travers le Guichet spécial de refinancement (ancien Guichet B), a fléchi à 55,3 milliards au 31 juillet 2018 contre 56,1 milliards en juin 2018. Ces concours, bénéficiant en grande partie à la Banque de Développement des Etats de l'Afrique Centrale (BDEAC) installée au Congo, ont régressé à la suite d'une tombée d'échéance de remboursement d'emprunt.

B-4) Autres interventions

Il convient de relever que les autres instruments de politique monétaire, en particulier les opérations de réglage fin, les opérations de maturité longue et les opérations structurelles n'ont pas été activés au cours de la période sous revue.

Toutefois, le volume moyen des ***avances au taux de pénalité***, composées essentiellement des créances consolidées en septembre 2017 sur deux banques établies au Tchad, a été ramené à 131,8 milliards en juillet 2018 contre 136,1 milliards un mois plus tôt. A la suite de son apurement partiel par l'un des établissements de crédit concernés.

Enfin, en application de la Décision n° 03/CPM/2017 du 22 mai 2017 autorisant la BEAC à fournir de la ***liquidité d'urgence*** aux banques, un établissement de crédit installé au Tchad a bénéficié de cette facilité exceptionnelle, dont l'encours moyen mensuel est passé de 7,2 milliards au 30 juin 2018 à 9,7 milliards au 31 juillet 2018, montant qui reste dans la limite du volume plafond autorisé.

III- Evolution du marché des titres publics

Le marché primaire des titres publics émis par adjudication est demeuré vigoureux au cours du mois de juillet 2018. En effet, dix nouvelles émissions de BTA et une émission d'OTA ont été enregistrées en juillet 2018, contre treize émissions de BTA en juin 2018. La valeur totale des émissions a reculé à 115,3 milliards en juillet 2018 contre 137,1 milliards en juin 2018.

L'analyse par maturité révèle que les émetteurs ont une préférence marquée pour les BTA de 26 semaines. La répartition des émissions des titres publics en juillet 2018 se présente comme ci-dessous :

- quatre (4) émissions de BTA de 13 semaines d'une valeur globale de 43 milliards de FCFA, dont deux (2) émissions du Cameroun d'un montant de 14 milliards et deux (2) émissions du Gabon pour un total de 29 milliards.

- cinq (5) émissions de BTA de 26 semaines ont été effectuées pour un volume global de 52,5 milliards de FCFA, dont une (1) émission du Cameroun de 7 milliards, une (1) émission pour le Congo de 3 milliards, deux (2) émissions du Gabon d'un montant total de 24 milliards et une émission du Tchad de 18,5 milliards.

- une (1) émission de BTA de 52 semaines de 11 milliards de FCFA, opérée par la Guinée Equatoriale.

- une (1) émission d'OTA de 3 ans d'un montant de 8,8 milliards de FCFA levée par la Gabon.

Statistiques du marché monétaire à fin juillet 2018

I- STATISTIQUES DU COMPARTIMENT INTERBANCAIRE

Tableau Ia : Récapitulatif des opérations du marché interbancaire à fin juillet 2018

(Montants cumulés en FCFA)

	Opérations nationales		Opérations sous-régionales		Total
	Montant	en % du total	Montant	en % du total	Montant
Cameroun					
2010	25 679 600 000	23,6	83 059 570 000	76,4	108 739 170 000
2011	28 479 600 000	50,4	28 000 000 000	49,6	56 479 600 000
2012	42 500 000 000	40,3	62 995 312 000	59,7	105 495 312 000
2013	2 000 000 000	100,0	0	0,0	2 000 000 000
2015	15 000 000 000	88,2	2 000 000 000	11,8	17 000 000 000
2016	19 000 000 000	64,7	10 358 343 693	35,3	29 358 343 693
2017	96 956 151 000	47,1	109 076 503 400	52,9	206 032 654 400
2018	82 703 250 000	77,2	24 450 000 000	22,8	107 153 250 000
Centrafrique					
2016	1 800 000 000	100,0	0	0,0	1 800 000 000
2017	500 000 000	100,0	0	0,0	500 000 000
2018	500 000 000	14,3	3 000 000 000	85,7	3 500 000 000
Congo					
2017	4 000 000 000	12,3	28 500 000 000	87,7	32 500 000 000
Gabon					
2016	0	0,0	5 000 000 000	100,0	5 000 000 000
2017	0	0,0	24 568 506 000	100,0	24 568 506 000
2018	10 500 000 000	8,7	109 700 000 000	91,3	120 200 000 000
Guinée Equatoriale					
2016	5 000 000 000	100,0	0	0,0	5 000 000 000
2017	5 000 000 000	11,4	39 000 000 000	88,6	44 000 000 000
2018	0	0,0	61 500 000 000	100,0	61 500 000 000
Tchad					
2010	1 500 000 000	100,0	0	0,0	1 500 000 000
2013	3 000 000 000	100,0	0	0,0	3 000 000 000
2014	2 000 000 000	100,0	0	0,0	2 000 000 000
2015	10 000 000 000	83,3	2 000 000 000	16,7	12 000 000 000
2017	0	0,0	1 100 000 000	100,0	1 100 000 000
2018	900 000 000	46,5	1 034 404 300	53,5	1 934 404 300
CEMAC					
2010	27 179 600 000	24,7	83 059 570 000	75,3	110 239 170 000
2011	28 479 600 000	50,4	28 000 000 000	49,6	56 479 600 000
2012	42 500 000 000	40,3	62 995 312 000	59,7	105 495 312 000
2013	5 000 000 000	100,0	0	0	5 000 000 000
2014	2 000 000 000	100,0	0	0	2 000 000 000
2015	25 000 000 000	86,2	4 000 000 000	13,8	29 000 000 000
2016	25 800 000 000	62,7	15 358 343 693	0	41 158 343 693
2017	106 456 151 000	34,5	202 245 009 400	65,5	308 701 160 400
2018	94 603 250 000	32,1	199 684 404 300	67,9	294 287 654 300

Tableau Ib : Taux moyens du marché interbancaire par type de transaction et par maturité

Années	Périodes	TIMP en % par maturité			
		7jours	2 semaines	1 mois	3 mois
2018	Semaine du 4 au 10 juin 2018	6,00	-	6,00	6,00
	Semaine du 11 au 17 juin 2018	3,25	6,00	-	-
	Semaine du 18 au 24 juin 2018	-	6,00	4,17	4,00
	Semaine du 25 juin au 1 juillet 2018	3,25	-	5,26	6,00
	Semaine du 2 au 8 juillet 2018	3,50	-	5,00	2,75
	Semaine du 9 au 15 juillet 2018	3,55	-	-	2,75
	Semaine du 16 au 22 juillet 2018	-	-	5,00	-
	Semaine du 23 au 29 juillet 2018	3,33	6,00	5,00	-
	Semaine du 30 juillet au 5 août 2018	3,45	3,86	5,68	-

Tableau Ic : Volume et répartition des transactions interbancaires nationales et régionales en juillet 2018

Nature de l'opération	Nationale		Régionale		Total
	Opération	%	Opération	%	
Cameroun	33 900 000 000	77,22	10 000 000 000	22,78	43 900 000 000
Centrafrique			2 000 000 000	100	2 000 000 000
Gabon	500 000 000	1,84	26 700 000 000	98,16	27 200 000 000
Guinée Equatoriale			29 500 000 000	100,0	29 500 000 000
Total	**34 400 000 000**	**33,53**	**68 200 000 000**	**66,47**	**102 600 000 000**

II- STATISTIQUES DU COMPARTIMENT DES INTERVENTIONS DE LA BANQUE CENTRALE

Tableau IIa : Récapitulatif des interventions de la BEAC

Pays	Encours moyens en millions de FCFA							
	Mois	Opération principale d'injection de liquidité	Facilité de prêt marginal	Avance intrajournalière	Avances au taux de pénalité	Apport liquidité d'urgence	Guichet spécial	Total
Cameroun	juin 2018	26 496	595	0	0	0	0	27 091
	juillet 2018	40 586	7 177					47 763
Centrafrique	juin 2018	43	0	0	0	0	433	476
	juillet 2018	96	0				415	511
Congo	juin 2018	51 408	0	0	0	0	55 654	107 062
	juillet 2018	54 721	1 129				54 934	110 784
Gabon	juin 2018	19 698	0	0	0	0	0	19 698
	juillet 2018	19 323	0	0	0	0	0	19 323
Guinée Equatoriale	juin 2018	147 560	0	0	0	0	0	147 560
	juillet 2018	130 834	12 081	0	0	0	0	142 915
Tchad	juin 2018	38 030	0	554	136 092	7 206	0	181 882
	juillet 2018	27 344	7 763	0	131 051	9 703	0	175 861
CEMAC	**juin 2018**	**283 235**	**595**	**554**	**136 092**	**7 206**	**56 087**	**483 769**
	juillet 2018	**272 904**	**28 150**	**0**	**131 051**	**9 703**	**55 349**	**497 157**

Tableau IIb : Récapitulatif des données de base des opérations principales d'injection de liquidité par la BEAC en juillet 2018

Années	Semaines	N° OPIL	Montant mis en adjudication (en millions)	Montant total des offres exprimées (en millions)	Montant total servi (en millions)	Nombre de participants	Taux de participation (%)	Nombre total des offres exprimées	Taux de souscription (%)	Taux minimum de soumissions (%)	Taux maximum de soumissions (%)	Taux marginal de l'adjudication (%)	Taux moyen pondéré des soumissions (%)	Taux moyen pondéré des montants adjugés (%)	TIMP à 7 jours (%)
2018	05/07/2018 au 12/07/2018	**AON n° 27**	275 000	339 640	275 000	17	36,17	34	123,51	2,95	4,00	3,20	3,28	3,32	3,50
	12/07/2018 au 19/07/2018	**AON n° 28**	275 000	324 279	275 000	18	38,30	38	117,92	2,95	4,00	3,20	3,37	3,41	3,50
	19/07/2018 au 26/07/2018	**AON n° 29**	270 000	309 816	270 000	16	34,04	27	114,75	3,10	4,00	3,32	3,47	3,50	3,55
	26/07/2018 au 02/08/2018	**AON n° 30**	270 000	323 490	270 000	16	34,04	26	119,81	3,30	4,00	3,40	3,49	3,52	3,55

TIMP : Taux interbancaire moyen pondéré

Tableau IIc : Évolution des ratios de refinancement du système bancaire (Cameroun, RCA, Congo)

(Chiffres de fin de période, en millions de FCFA)

Libellés	Cameroun			Centrafrique			Congo		
	juillet-17	juillet-18	Variation en %	juillet-17	juillet-18	Variation en %	juillet-17	juillet-18	Variation en %
1. Montants des accords de classement valides	**49 776**	**39 116**	**-21,42**	**16 062**	**25 079**	**56,14**	**83 340**	**83 840**	**0,60**
. Accords à court terme	49 776	39 116	-21,42	15 362	15 229	**-0,87**	0	500	-
. Accords à moyen terme irrévocable	**0**	**0**	-	**700**	**9 850**	**1307,14**	**83 340**	**83 340**	0,00
2. Facultés d'avances des établissements de crédit éligibles	**375 278**	**288 353**	**-23,16**	**5 362**	**4 109**	**-23,37**	**211 927**	**137 607**	**-35,07**
a/Instruments de refinancement	375 278	288 353	-23,16	4 681	3 675	-21,49	139 549	83 088	-40,46
b/Guichet spécial de refinancement (1)	0	0	-	681	434	-36,27	72 378	54 519	-24,67
3. Encours des tirages du système bancaire	**187 297**	**52 524**	**-71,96**	**731**	**539**	**-26,27**	**102 378**	**112 191**	**9,59**
a/Instruments de refinancement	187 297	52 524	-71,96	106	124	16,98	30 000	57 672	**92,24**
b/Guichet spécial de refinancement (1)	**0**	**0**	-	**625**	415	-33,60	72 378	54 519	**-24,67**
4. Ratios de refinancement (pourcentage du volume des refinancements)									
a/ Par rapport aux accords de mobilisation (4/1)	376%	134%	-242,00	5%	2%	-2,40	123%	134%	10,97
b/ Par rapport aux facultés d'avances (4/2)	50%	18%	-31,69	14%	13%	-0,52	48%	82%	33,22

(1) Les chiffres du Congo concernent la BDEAC.

(2) Pour le Congo, y compris 150 milliards pour la BDEAC.

Tableau IId : Évolution des ratios de refinancement du système bancaire (Gabon, Guinée Équatoriale, Tchad et CEMAC)

(Chiffres de fin de période, en millions de FCFA)

Libellés	Gabon			Guinée Equatoriale			Tchad			CEMAC		
	juillet-17	juillet-18	Variation en %	juillet-17	juillet-18	Variation en %	juillet-17	juillet-18	Variation en %	juillet-17	juillet-18	Variation en %
1. Montants des accords de classement valides	**18 000**	**2 750**	**-554,55**	**200 000**	**175 000**	**-14,29**	**53 224**	**27 472**	**-48,38**	**420 402**	**353 257**	**-15,97**
. Accords à court terme	18 000	2 750	-554,55	200 000	175 000	-14,29	53 224	27 472	-48,38	336 362	260 067	-22,68
. Accords à moyen terme irrévocable	0	0	0	0	0	-	0	0	-	84 040	93 190	10,89
2. Facultés d'avances des établissements de crédit éligibles	**119 481**	**80 752**	**-47,96**	**179 950**	**157 233**	**-14,45**	**275 253**	**174 183**	**-58,03**	**606 279**	**842 237**	**38,92**
a/Instruments de refinancement	119 481	80 752	-47,96	179 950	157 233	-14,45	275 253	174 183	-58,03	575 292	787 284	36,85
b/Guichet spécial de refinancement (1)	0	0	-	0	0	-	0	0	-	30 987	54 953	77,34
3. Encours des tirages du système bancaire	**79 569**	**19 500**	**-308,05**	**134 500**	**142 380**	**5,53**	**181 352**	**174 183**	**-4,12**	**272 865**	**501 317**	**83,72**
a/Instruments de refinancement	79 569	19 500	-308,05	134 500	142 380	5,53	181 352	174 183	-4,12	241 878	446 383	84,55
b/Guichet spécial de refinancement (1)	0	0	-	0	0	-	0	0	**0**	30 987	54 934	77,28
4. Ratios de refinancement *(pourcentage du volume des refinancements)*												
a/ Par rapport aux accords de mobilisation (4/1)	442,1%	709,1%	267,04	67,3%	81,4%	14,11	340,7%	634,0%	293,31	64,9%	141,9%	77,01
b/ Par rapport aux facultés d'avances (4/2)	66,6%	24,1%	-42,45	74,7%	90,6%	15,81	65,9%	100,0%	34,11	45,0%	59,5%	14,52

(1) y compris la BDEAC dans l'ensemble CEMAC.
(2) Y compris 150 milliards pour la BDEAC dans l'ensemble CEMAC.

Tableau IIh : Situation analytique des réserves obligatoires

Situation au 30 juin 2018 (Calculée le 11 juillet 2018)

(Situation de fin de période - Montants en millions de FCFA)

Etats	Dépôts à vue (DAV)					Dépôts à terme (DAT)					Niveau des réserves à constituer	Réserves déjà constituées
	Situation au 10/06/2018 (1)	Situation au 20/06/2018 (2)	Situation au 30/06/2018 (3)	Moyenne des dépôts à vue (1+2+3)/3 (4)	Réserves à constituer sur les DAV (5)	Situation au 10/06/2018 (6)	Situation au 20/06/2018 (7)	Situation au 30/06/2018 (8)	Moyenne des dépôts à terme (6+ 7 + 8)/3 (9)	Réserves à constituer sur les DAT (10)	(5)+(10) (11)	(12)
Cameroun	2 430 744	2 299 534	2 317 536	2 349 271	163 178	1 803 160	1 727 233	1 731 954	1 754 116	77 824	241 002	242 031
Centrafrique	111 941	112 050	113 643	112 545	7 878	55 271	55 761	56 642	55 891	2 515	10 393	10 670
Congo	916 062	912 457	902 690	910 403	63 728	288 134	280 754	281 487	283 458	12 756	76 484	79 088
Gabon	1 217 291	1 235 173	1 211 112	1 221 192	85 483	798 008	786 417	792 252	792 226	35 650	121 134	113 711
Guinée Equatoriale	832 573	829 554	837 401	833 176	58 322	335 346	333 373	336 710	335 143	15 081	73 404	72 722
Tchad (1)	514 116	521 737	515 680	517 178	29 463	120 059	118 606	119 555	119 407	5 064	34 527	19 446
CEMAC	**6 022 727**	**5 910 505**	**5 898 062**	**5 943 765**	**408 053**	**3 399 978**	**3 302 144**	**3 318 600**	**3 340 241**	**148 891**	**556 944**	**537 669**

(1) Par décision n°03/CPM/2017 du CPM du 22 mars 2017, quatre banques du Tchad sont temporairement exemptées de la constitution des réserves obligatoires.

Tableau IIi: Situation mensuelle consolidée des réserves obligatoires de la CEMAC (1)

(Situation de fin de période - Montants en millions de FCFA)

Année 2018	Dépôts à vue (DAV)					Dépôts à terme (DAT)					Réserves à constituer (5) + (10) (11)	Réserves déjà constituées (12)
	Situation au 10 (1)	Situation au 20 (2)	Situation au 28/30/31 (3)	Moyenne des dépôts à vue (1+2+3)/3 (4)	Réserves à constituer sur les DAV (5)	Situation au 10 (6)	Situation au 20 (7)	Situation au 28/30/31 (8)	Moyenne des dépôts à terme (6+7 + 8)/3 (9)	Réserves à constituer sur les DAT (10)		
Janvier	6 183 158	5 969 963	7 443 690	6 532 270	359 112	3 304 293	3 319 826	3 408 054	3 362 936	131 035	490 147	476 280
Février	5 892 267	5 954 350	5 808 214	5 884 944	316 075	3 287 377	3 375 395	3 265 753	3 320 760	133 483	449 558	490 147
Mars	6 032 265	5 801 875	5 711 195	5 848 445	387 493	3 263 325	3 287 276	3 195 169	3 248 590	141 306	528 799	449 558
Avril	5 652 584	5 578 401	5 514 341	5 581 775	390 724	3 248 750	3 260 203	3 287 372	3 265 442	146 945	537 669	528 799
Mai	5 904 395	5 992 967	5 981 077	5 959 480	393 279	3 488 483	3 479 855	3 482 335	3 483 558	150 818	544 097	537 669
Juin	6 022 727	5 910 505	5 898 062	5 943 765	408 053	3 399 978	3 302 144	3 318 600	3 340 241	148 891	556 944	544 097

(1) Changement du mode de constitution des réserves obligatoires intervenu en decembre 2017

Tableau IIj : Situation des réserves obligatoires au 31 juillet 2018 (1)

(En millions FCFA-Chiffres de fin de période))

Rubriques	Cameroun	Centrafrique	Congo	Gabon	Guinée Equatoriale	Tchad	CEMAC
Niveau des réserves obligatoires (RO) à constituer	241 002	10 393	76 484	121 134	73 404	34 527	*556 944*
Solde des comptes-courants à la BEAC	780 954	29 037	220 847	373 687	307 252	60 897	1 772 675
Part des RO dans le solde des comptes courants à la BEAC	30,86%	35,79%	34,63%	32,42%	23,89%	56,70%	31,42%

(1) Absence de placement sur le marché monétaire, autre composante des réserves des banques, depuis mai 2012.

Tableau IIk : Agrégats de monnaie du Cameroun, de la RCA et du Congo

(En millions de FCFA, chiffres en fin de période)

Pays	2016				2017					2018		
	Mars	Juin	Septembre	Décembre	Mars	Mai	Juin	Septembre	Décembre	Mars	Juin	Juillet
I - Cameroun												
1 - Crédits à l'économie	2 761 832	2 826 233	2 936 598	2 945 782	3 061 195	3 015 267	3 035 329	3 005 057	3 048 479	3 116 394	3 225 399	3 233 704
2 - Montant des accords de classement	86 577	52 893	57 458	36 806	49 658	61 295	61 303	48 657	31 115	33 271	39 268	39 116
3 - Refinancement BEAC	80 412	83 437	135 857	192 854	194 517	192 014	199 989	102 664	72 569	65 013	29 615	68 768
4 - Part du refinancement dans les crédits à l'économie (4/2)	2,91%	2,95%	4,63%	6,55%	6,35%	6,37%	6,59%	3,42%	2,38%	2,09%	0,92%	2,13%
II - Centrafrique												
1 - Crédits à l'économie	128 569	118 449	135 928	138 205	128 624	129 703	126 134	127 387	133 692	140 595	136 885	136 711
2 - Montant des accords de classement	2 471	32 771	32 609	32 609	15 884	15 884	16 062	16 062	16 062	878	15 880	25 080
3 - Refinancement BEAC	0	3 500	0	0	700	662	644	731	655	544	557	539
4 - Part du refinancement dans les crédits à l'économie (4/2)	0,00%	2,95%	0,00%	0,00%	100,00%	200,00%	0,51%	0,57%	0,49%	0,39%	0,41%	0,39%
III - Congo												
2 - Crédits à l'économie	1 213 936	1 293 327	1 292 921	1 283 912	1 240 421	1 236 141	1 266 175	1 257 399	1 211 522	1 172 441	1 118 886	1 125 810
3 - Montant des accords de classement [1]	43 990	40 990	60 790	60 790	87 790	83 340	83 340	83 940	83 340	83 840	83 840	83 840
4 - Refinancement BEAC [2]	34 824	30 987	50 787	89 515	102 920	102 378	97 604	96 425	91 651	90 472	101 848	112 191
5 - Part du refinancement dans les crédits à l'économie (4/2)	2,87%	2,40%	3,93%	6,97%	8,30%	8,28%	7,71%	7,67%	7,56%	7,72%	9,10%	9,97%

(1) dont une partie pour la BDEAC.

(2) Le montant sur le guichet B au Congo concerne le refinancement de la BDEAC.

Tableau III : Agrégats de monnaie du Gabon, de la Guinée Équatoriale, du Tchad et de la CEMAC

(En millions de FCFA, chiffres en fin de période)

Pays	2016				2017					2018		
	Mars	Juin	Septembre	Décembre	Mars	Avril	Juin	Septembre	Décembre	Mars	Juin	Juillet
IV - Gabon												
2 - Crédits à l'économie	1 266 284	1 236 401	1 188 950	1 205 474	1 154 596	1 120 930	1 134 460	1 089 659	1 120 551	1 026 912	1 089 433	1 067 706
3 - Montant des accords de classement	0	0	9 000	9 000	18 000	18 000	18 000	9 000	11 750	2 750	2 750	2 750
4 - Refinancement BEAC	0	21 900	30 800	80 000	78 676	77 675	79 927	52 591	48 000	39 500	19 000	19 500
5 - Part du refinancement dans les crédits à l'économie (4/2)	0,00%	1,77%	2,59%	6,64%	6,81%	6,93%	7,05%	4,83%	4,28%	3,85%	1,74%	1,83%
V - Guinée Equatoriale												
2 - Crédits à l'économie	1 142 080	1 100 828	1 177 563	1 205 474	1 138 937	1 139 843	1 166 903	1 147 149	1 166 404	1 163 042	1 166 372	1 178 846
3 - Montant des accords de classement	150 000	150 000	150 000	150 000	200 000	200 000	200 000	200 000	200 000	200 000	175 000	175 000
4 - Refinancement BEAC	120 000	0	45 000	137 500	107 500	123 500	129 500	80 000	90 000	127 650	147 432	142 380
5 - Part du refinancement dans les crédits à l'économie (4/2)	10,51%	0,00%	3,82%	11,41%	9,44%	10,83%	11,10%	6,97%	7,72%	10,98%	12,64%	12,08%
VI - Tchad												
2 - Crédits à l'économie	652 861	662 061	669 344	633 624	631 579	638 851	626 600	622 334	619 303	620 809	619 046	606 828
3 - Montant des accords de classement	166 200	139 000	146 200	146 200	67 374	67 374	40 424	53 224	8 650	47 381	27 200	27 472
4 - Refinancement BEAC	132 900	204 450	205 165	195 579	177 511	191 485	193 810	184 194	188 020	199 913	181 556	178 156
5 - Part du refinancement dans les crédits à l'économie (4/2)	20,36%	30,88%	30,65%	30,87%	28,11%	29,97%	30,93%	29,60%	30,36%	32,20%	29,33%	29,36%
VII - CEMAC												
2 - Crédits à l'économie	7 539 292	7 159 600	7 910 257	7 868 391	7 915 448	7 827 465	7 889 727	7 764 432	7 764 432	7 727 637	7 805 567	7 788 691
3 - Montant des accords de classement [1]	449 238	445 197	305 200	305 200	438 706	452 278	419 129	410 883	350 917	368 120	343 938	353 257
4 - Refinancement BEAC [2]	368 136	344 274	467 609	695 448	661 824	681 992	701 474	516 605	490 895	523 092	480 008	521 534
5 - Part du refinancement dans les crédits à l'économie (4/2)	4,88%	4,49%	5,91%	8,84%	8,36%	8,71%	8,89%	6,65%	6,32%	6,77%	6,15%	6,70%

(1) dont une partie pour la BDEAC.

(2) Le montant sur le guichet B au Congo concerne le refinancement de la BDEAC.

Tableau IIm : Opérations du crédit et du marché monétaire

Juillet 2018

Rubriques	Pays						
	Cameroun	Centrafrique	Congo [1]	Gabon	Guinée Equatoriale	Tchad	CEMAC [1]
Accords de mobilisation	39 116	25 079	83 840	2 750	175 000	27 472	353 257
Refinancements accordés	52 524	394	112 191	19 500	142 380	174 183	501 172
1. Instruments de refinancement	*52 524*	*0*	*57 672*	*19 500*	*142 380*	*174 183*	446 259
2. Guichet spécial de refinancement	*0*	*394*	*54 519*	*0*	*0*	*0*	54 913
Niveaux des réserves obligatoires à constituer	*241 002*	*10 393*	*76 484*	*121 134*	*73 404*	*34 527*	556 944
Autres interventions (ponctions de liquidité) [2]	*0*	*0*	*55*	*0*	*0*	*0*	55
Intérêts mensuels acquis sur les opérations du marché monétaire	122	0	154	54	371	99	799
Encours des engagements des Etats à consolider au 31 décembre 2017 [3]	576 898	80 484	572 000	452 500	600 357	479 430	2 761 669
Impayés sur avances statutaires	0	1	0	0	8 347	0	8 348
Encours des avances exceptionnelles (GABAC) (4)	432	642	432	432	432	432	2 802
Arriérés en capital et en intérêts sur avances exceptionnelles (GABAC)	20	31	20	20	20	20	131

(1) Le refinancement sur le guichet B au Congo concerne uniquement la BDEAC, institution communautaire.

(2) Fonds de bonification de la BDEAC.

(3) Chiffres consolidés suivant les résolutions n°1 du Comité Ministériel du 04 août 2017 et du Conseil d'Administration du 05 août 2017, les avances statutaires sont désormais proscrites et l'ensemble des

(4) Avances octroyées au GABAC pour le financement de son budget, mais remboursées par les Etats.

III- MARCHE DES TITRES PUBLICS

Tableau IIIa : Liste des titres publics du Cameroun au 31 juillet 2018

(en millions de FCFA)

Codes	Nature des titres	Date d'émission	Date de remboursement	Maturité BTA (En semaines)	Montant levé par le Trésor
CM1100000619 BTA-13 10-AOUT-2018	BTA	09/05/2018	10/08/2018	13 semaines	7 000
CM1100000627 BTA-13 17-AOUT-2018	BTA	16/05/2018	17/08/2018	13 semaines	7 000
CM1100000635 BTA-13 24-AOUT-2018	BTA	23/05/2018	24/08/2018	13 semaines	7 000
CM1100000643 BTA-13 07-SEPT-2018	BTA	06/06/2018	07/09/2018	13 semaines	10 000
CM1100000650 BTA-13 12-OCTO-2018	BTA	11/07/2018	12/10/2018	13 semaines	7 000
CM1100000668 BTA-13 19-OCTO-2018	BTA	18/07/2018	19/10/2018	13 semaines	7 000
CM1200000584 BTA-26 31-AOUT-2018	BTA	28/02/2018	31/08/2018	26 semaines	10 000
CM1200000592 BTA-26 07-SEPT-2018	BTA	07/03/2018	07/09/2018	26 semaines	10 000
CM1200000601 BTA-26 14-SEPT-2018	BTA	14/03/2018	14/09/2018	26 semaines	10 000
CM1200000618 BTA-26 10-OCTO-2018	BTA	11/04/2018	10/10/2018	26 semaines	5 000
CM1200000626 BTA-26 02-NOVE-2018	BTA	02/05/2018	02/11/2018	26 semaines	7 000
CM1200000634 BTA-26 21-DECE-2018	BTA	20/06/2018	21/12/2018	26 semaines	7 000
CM1200000642 BTA-26 28-DECE-2018	BTA	27/06/2018	28/12/2018	26 semaines	7 000
CM1200000659 BTA-26 25-JANV-2019	BTA	25/07/2018	25/01/2019	26 semaines	7 000
CM1300000377 BTA-52 24-AOUT-2018	BTA	23/08/2017	24/08/2018	52 semaines	5 000
CM1300000385 BTA-52 14-SEPT-2018	BTA	13/09/2017	14/09/2018	52 semaines	3 500
CM1300000393 BTA-52 12-OCTO-2018	BTA	11/10/2017	12/10/2018	52 semaines	4 500
CM1300000401 BTA-52 19-AVRI-2019	BTA	18/04/2018	19/04/2019	52 semaines	5 000
Total					**126 000**

Source : BEAC/CRCT

Tableau IIIb : Liste des titres publics de la République centrafricaine au 31 juillet 2018

(en millions de FCFA)

Codes	Nature des titres	Date d'émission	Date de remboursement	Maturité BTA (En semaines)	Montant levé par le Trésor
CF1200000286 BTA-26 26-OCTO-2018	BTA	25/04/2018	26/10/2018	26 semaines	5 500
CF1200000294 BTA-26 21-DECE -2018	BTA	20/06/2018	21/12/2018	26 semaines	4 000
Total					**9 500**

Source : BEAC/CRCT

Tableau IIIc : Liste des titres publics du Congo au 31 juillet 2018

(en millions de FCFA)

Codes	Nature des titres	Date d'émission	Date de remboursement	Maturité BTA (En semaines)	Montant levé par le Trésor
CG1200000038 BTA-26 05-OCTO-2018	**BTA**	**05/04/2018**	**05/10/2018**	**26 semaines**	**5 000**
CG1200000046 BTA-26 16-NOVE-2018	**BTA**	**16/05/2018**	**16/11/2018**	**26 semaines**	**2 600**
CG1200000053 BTA-26 07-DECE-2018	**BTA**	**08/06/2018**	**07/12/2018**	**26 semaines**	**4 000**
CG1200000061 BTA-26 21-DECE-2018	**BTA**	**20/06/2018**	**21/12/2018**	**26 semaines**	**2 000**
CG1200000079 BTA-26 18-JANV-2019	**BTA**	**20/07/2018**	**18/01/2019**	**26 semaines**	**3 000**
Total					**16 600**

Source : BEAC/CRCT

Tableau IIId : Liste des titres publics du Gabon au 31 juillet 2018

(en millions de FCFA)

Codes	Nature des titres	Date d'émission	Date de remboursement	Maturité BTA (En semaines)	Maturité OTA (En années)	Montant levé par le Trésor
GA1100000569 BTA-13 10-AOUT-2018	BTA	09/05/2018	10/08/2018	13 semaines		15 000
GA1100000577 BTA-13 24-AOUT-2018	BTA	23/05/2018	24/08/2018	13 semaines		12 500
GA1100000585 BTA-13 31-AOUT-2018	BTA	30/05/2018	31/08/2018	13 semaines		15 000
GA1100000593 BTA-13 07-SEPT-2018	BTA	06/06/2018	07/09/2018	13 semaines		15 000
GA1100000601 BTA-13 28-SEPT-2018	BTA	27/06/2018	28/09/2018	13 semaines		12 000
GA1100000619 BTA-13 12-OCTO-2018	BTA	11/07/2018	12/10/2018	13 semaines		14 000
GA1100000627 BTA-13 26-OCTO-2018	BTA	25/07/2018	26/10/2018	13 semaines		15 000
GA1200000634 BTA-26 03-AOUT-2018	BTA	31/01/2018	03/08/2018	26 semaines		5 000
GA1200000642 BTA-26 17-AOUT-2018	BTA	14/02/2018	17/08/2018	26 semaines		7 500
GA1200000659 BTA-26 14-SEPT-2018	BTA	14/03/2018	14/09/2018	26 semaines		12 500
GA1200000667 BTA-26 05-OCTO-2018	BTA	04/04/2018	05/10/2018	26 semaines		12 000
GA1200000675 BTA-26 19-OCTO-2018	BTA	18/04/2018	19/10/2018	26 semaines		12 000
GA1200000683 BTA-26 16-NOVE-2018	BTA	16/05/2018	16/11/2018	26 semaines		15 000
GA1200000691 BTA-26 14-DECE-2018	BTA	13/06/2018	14/12/2018	26 semaines		12 000
GA1200000709 BTA-26 21-DECE-2018	BTA	20/06/2018	21/12/2018	26 semaines		12 000
GA1200000717 BTA-26 04-JANV-2019	BTA	04/07/2018	04/01/2019	26 semaines		8 000
GA1200000725 BTA-26 18-JANV-2019	BTA	18/07/2018	18/01/2019	26 semaines		16 000
GA1300000302 BTA-52 22-MARS-2019	BTA	21/03/2018	22/03/2019	52 semaines		15 000
Sous-total (BTA)						**225 500**
GA2A00000032 OT 2 ANS 4,75% 26-NOVE-2018	OTA	23/11/2016	26/11/2018		2 ANS	5 000
GA2A00000032 OT 2 ANS 4,75% 26-NOVE-2018#1	OTA	16/12/2016	26/11/2018		2 ANS	10 000
GA2A00000041 OT 2 ANS 4,5% 23-SEPT-2019	OTA	20/09/2017	23/09/2019		2 ANS	8 000
GA2A00000051 OTA 2 ANS 4,50% 23-MARS-2020	OTA	21/03/2018	23/03/2020		2 ANS	4 100
GA2A00000051 OT 2 ANS 4,5% 23-MARS-2020#	OTA	04/04/2018	23/03/2020		2 ANS	7 500
GA2A00000069 OTA 2 ANS 5% 25-MAI-2020	OTA	23/05/2018	25/05/2020		2 ANS	27 449
GA2JA00000069 OTA 3 ANS 5,75% 05-JUIL-2021	OTA	04/07/2018	05/07/2021		3 ANS	8 800
Sous-total (OTA)						**70 849**
Total						**296 349**

Source : BEAC/CRCT

Tableau IIIe : Liste des titres publics de la Guinée Equatoriale au 31 juillet 2018

(en millions de FCFA)

Codes	Nature des titres	Date d'émission	Date de remboursement	Maturité BTA (En semaines)	Montant levé par le Trésor
GQ1300000429 BTA-52 09-AOUT-2018	BTA	09/08/2017	09/08/2018	52 semaines	10 000
GQ1300000437 BTA-52 21-SEPT-2018	BTA	20/09/2017	21/09/2018	52 semaines	15 000
GQ1300000445 BTA-52 26-OCTO-2018	BTA	25/10/2017	26/10/2018	52 semaines	5 500
GQ1300000452 BTA-52 09-NOVE-2018	BTA	08/11/2017	09/11/2018	52 semaines	1 500
GQ1300000461 BTA-52 23-NOVE-2018	BTA	22/11/2017	23/11/2018	52 semaines	10 000
GQ1300000478 BTA-52 07-DECE-2018	BTA	06/12/2017	07/12/2018	52 semaines	1 500
GQ1300000486 BTA-52 04-JANV-2019	BTA	03/01/2018	04/01/2019	52 semaines	1 500
GQ1300000494 BTA-52 18-JANV-2019	BTA	17/01/2018	18/01/2019	52 semaines	15 000
GQ1300000502 BTA-52 15-FEVR-2019	BTA	14/02/2018	15/02/2019	52 semaines	11 000
GQ1300000511 BTA-52 22-MARS-2019	BTA	21/03/2018	22/03/2019	52 semaines	7 500
GQ1300000528 BTA-52 10-AVRI-2019	BTA	11/04/2018	10/04/2019	52 semaines	15 000
GQ1300000536 BTA-52 17-MAI-2019	BTA	16/05/2018	17/05/2018	52 semaines	5 000
GQ1300000544 BTA-52 14-JUIN-2019	BTA	13/06/2018	14/06/2019	52 semaines	3 000
GQ1300000551 BTA-52 12-JUIL-2019	BTA	11/07/2018	12/07/2019	52 semaines	11 000
		Total			**112 500**

Source : BEAC/CRCT

Tableau IIIf : Liste des titres publics du Tchad au 31 juillet 2018

(en millions de FCFA)

Codes	Nature des titres	Date d'émission	Date de remboursement	Maturité BTA (En semaines)	Maturité OTA (En années)	Montant levé par le Trésor
TD1200000164 BTA-26 17-SEPT-2018	BTA	19/03/2018	17/09/2018	26 semaines		31 500
TD1200000172 BTA-26 16-NOVE-2018	BTA	16/05/2018	16/11/2018	26 semaines		22 500
TD1200000180 BTA-26 23-NOVE-2018	BTA	23/05/2018	23/11/2018	26 semaines		9 100
TD1200000198 BTA-26 14-DECE-2018	BTA	13/06/2018	14/12/2018	26 semaines		13 000
TD1200000206 BTA-26 18-JANV-2019	BTA	18/07/2018	18/01/2019	26 semaines		18 450
TD1300000239 BTA-52 03-AOUT-2018	BTA	02/08/2017	03/08/2018	52 semaines		13 000
TD1300000247 BTA-52 24-AOUT-2018	BTA	23/08/2017	24/08/2018	52 semaines		15 000
TD1300000254 BTA-52 31-AOUT-2018	BTA	30/08/2017	31/08/2018	52 semaines		26 500
TD1300000262 BTA-52 07-SEPT-2018	BTA	06/09/2017	07/09/2018	52 semaines		15 000
TD1300000271 BTA-52 19-OCTO-2018	BTA	18/10/2017	19/10/2018	52 semaines		7 500
TD1300000288 BTA-52 23-NOVE-2018	BTA	22/11/2017	23/11/2018	52 semaines		8 000
TD1300000296 BTA-52 21-DECE-2018	BTA	20/12/2017	21/12/2018	52 semaines		13 500
TD1300000304 BTA-52 11-JANV-2019	BTA	10/01/2018	11/01/2019	52 semaines		22 500
TD1300000312 BTA-52 25-JANV-2019	BTA	24/01/2018	25/01/2019	52 semaines		6 000
TD1300000321 BTA-52 08-FEVR-2019	BTA	07/02/2018	08/02/2019	52 semaines		12 000
TD1300000338 BTA-52 15-MARS-2019	BTA	14/03/2018	15/03/2018	52 semaines		15 000
TD1300000353 BTA-52 24-JUIN-2019	BTA	21/06/2018	24/06/2019	52 semaines		36 111
Sous-total (BTA)						**284 661**
TD2B00000041 OTA 5 ANS 4,1% 23-SEPT-2020	OTA	23/9/2015	23/09/2020		5 ANS	10 000
TD2B00000051 OTA 5 ANS 4,1% 02-OCTO-2020	OTA	30/9/2015	02/10/2020		5 ANS	10 000
TD2B00000069 OTA 5 ANS 4,1% 30-OCTO-2020	OTA	28/10/2015	30/10/2020		5 ANS	15 000
TD2K00000015 OTA 4 ANS 4% 25-MARS-2020	OTA	25/3/2016	25/3/2020		4 ANS	30 000
TD2B00000023 OTA 5 ANS 4,15% 21-AOUT-2020	OTA	19/8/2015	21/08/2020		5 ANS	48 760
TD2J00000017 OTA 3 ANS 4,1% 02-JANV-2019	OTA	01/1/2016	02/1/2019		3 ANS	30 000
TD2A00000383 OTA 2 ANS 5% 01-OCTO-2018	OTA	28/09/2016	01/10/2018		2 ANS	5 000
TD2A00000392 OTA 2 ANS 5% 22-OCTO-2018	OTA	19/10/2016	22/10/2018		2 ANS	9 000
TD2J00000026 OTA 3 ANS 4% 09-SEPT-2019	OTA	07/09/2016	09/09/2019		3 ANS	5 000
TD2A00000409 OTA 2 ANS 4,5% 31-DECE-2018	OTA	28/12/2016	31/12/2018		2 ANS	15 000
TD2A00000418 OTA 2 ANS 4,5% 10-JUIN-2019	OTA	07/06/2017	10/06/2019		2 ANS	26 800
Sous-total (OTA)						**204 560**
Total						**489 221**

Source : BEAC/CRCT

Tableau IIIg : Encours des titres publics émis par adjudication au 31 juillet 2018

(en millions de FCFA)

Pays	BTA		OTA		Total	
	volume	%	volume	%	volume	%
Cameroun	126 000	12,00	0	0,00	126 000	12,00
RCA	9 500	0,90	0	0,00	9500	0,90
Congo	16 600	1,58	0	0,00	16600	1,58
Gabon	225 500	21,47	70 849	6,75	296349	28,22
Guinée Equatoriale	112 500	10,71	0	0,00	112500	10,71
Tchad	284 661	27,11	204 560	19,48	489221	46,58
CEMAC	**774 761**	**73,77**	**275 409**	**26,23**	**1 050 170**	**100,00**

Source : BEAC/CRCT

Tableau IIh : BTA émis par adjudication en juillet 2018

Pays	Maturité	Code émission	Date d'émission	Date de règlement	Montant (millions de FCFA)	Taux Moyen Pondéré	Date de remboursement	Taux de Souscription	SVT Locaux	SVT Déplacés	Montant levé	Prix
Cameroun	26 semaines	CM1200000659 BTA-26 25-JANV-2019	mercredi 25 juillet 2018	vendredi 27 juillet 2018	7 000	2,90	vendredi 25 janvier 2019	265,40	6 433	567	7 000	98,53
Gabon	13 semaines	GA1100000627 BTA-13 26-OCTO-2018	mercredi 25 juillet 2018	vendredi 27 juillet 2018	15 000	3,41	vendredi 26 octobre 2018	213,33	6 468	8 532	15 000	99,14
Congo	26 semaines	CG1200000079 BTA-26 18-JANV-2019	mercredi 18 juillet 2018	vendredi 20 juillet 2018	3 000	6,50	vendredi 18 janvier 2019	77,50	0	3 000	3 000	96,71
Gabon	26 semaines	GA1200000725 BTA-26 18-JANV-2019	mercredi 18 juillet 2018	vendredi 20 juillet 2018	16 000	3,48	vendredi 18 janvier 2019	168,75	2 000	14 000	16 000	98,24
Tchad	26 semaines	TD1200000206 BTA-26 18-JANV-2019	mercredi 18 juillet 2018	vendredi 20 juillet 2018	18 450	6,04	vendredi 18 janvier 2019	100,81	12 690	5 760	18 450	96,95
Cameroun	13 semaines	CM1100000668 BTA-13 19-OCTO-2018	mercredi 18 juillet 2018	vendredi 20 juillet 2018	7 000	2,67	vendredi 19 octobre 2018	259,21	5 233	1 767	7 000	99,33
Guinée Equatoriale	52 semaines	GQ1300000551 BAT-52 12-JUIL-2019	mercredi 11 juillet 2018	vendredi 13 juillet 2018	11 000	8,68	vendredi 12 juillet 2019	73,33	11 000	0	11 000	91,22
Gabon	13 semaines	GA1100000619 BTA-13 12-OCTO-2018	mercredi 11 juillet 2018	vendredi 13 juillet 2018	14 000	3,35	vendredi 12 octobre 2018	281,05	1 653	12 347	14 000	99,15
Cameroun	13 semaines	CM1100000650 BTA-13 12-OCTO-2018	mercredi 11 juillet 2018	vendredi 13 juillet 2018	7 000	2,61	vendredi 12 octobre 2018	459,00	6 647	353	7 000	99,34
Gabon	26 semaines	GA1200000717 BTA-26 04-JANV-2019	mercredi 4 juillet 2018	vendredi 6 juillet 2018	8 000	3,65	vendredi 4 janvier 2019	338,13	6 050	1 950	8 000	98,16

Tableau IIIi : Encours des OTA émis par adjudication à fin juillet 2018

Pays	Maturité	Code émission	Date d'émission	Montant (millions de FCFA)	Prix Moyen Pondéré	Date de remboursement	Taux de Souscription	SVT Locaux	SVT Déplacés	Montant levé	Taux facial	Rendement
Gabon	2 ANS	GA2A00000032 OTA 2 ANS 4,75% 26-NOVE -2018	mercredi 23 novembre 2016	99,51	99,51	lundi 26 novembre 2018	250,00	5 000	0	5 000	4,75	4,7741
Gabon	2 ANS	GA2A00000032 OTA 2 ANS 4,75% 26-NOVE -2018#1	mercredi 14 décembre 2016	98,62	98,62	lundi 26 novembre 2018	100,00	5 000	5 000	10 000	4,75	4,8185
Gabon	2 ANS	GA2A00000041 OTA 2 ANS 4,5% 23-SEPT -2019	mercredi 20 septembre 2017	99,38	99,38	lundi 23 septembre 2019	20,00	0	8 000	8 000	4,5	4,5290
Tchad	5 ANS	TD2B00000023 OTA 5 ANS 4,15% 21-AOUT -2020	mercredi 19 août 2015	94,23	94,23	vendredi 21 août 2020	97,52			0	4,15	4,4042
Tchad	5 ANS	TD2B00000041 OTA 5 ANS 4,1% 25-SEPT -2020	mercredi 23 septembre 2015	100,00	100,00	vendredi 25 septembre 2020	40,00		10 000	10 000	4,10	4,1000
Tchad	5 ANS	TD2B00000051 OTA 5 ANS 4,1% 02-OCTO -2020	mercredi 30 septembre 2015	100,00	100,00	vendredi 2 octobre 2020	40,00		10 000	10 000	4,10	4,1000
Tchad	5 ANS	TD2B00000069 OTA 5 ANS 4,1% 30-OCTO -2020	mercredi 28 octobre 2015	100,00	100,00	vendredi 30 octobre 2020	100,00		15 000	15 000	4,10	4,1000
Tchad	3 ANS	TD2J00000017 OTA 3 ANS 4,1% 02-JANV -2019	mercredi 30 décembre 2015	100,00	100,00	mercredi 2 janvier 2019	100,00	30 000	0	30 000	4,10	4,1000
Tchad	4 ANS	TD2K00000015 OTA 4 ANS 4% 25-MARS -2020	mercredi 23 mars 2016	98,00	98,00	mercredi 25 mars 2020	102,00	15 300	14 700	30 000	4,00	4,0818
Tchad	2 ANS	TD2J00000026 OTA 3 ANS 4% 09-SEPT -2019	mercredi 7 septembre 2016	99,00	99,00	lundi 9 septembre 2019	100,00	5 000	0	5 000	4,00	4,0407
Tchad	2 ANS	TD2A00000392 OTA 2 ANS 5% 22-OCTO -2018	mercredi 19 octobre 2016	100,00	100,00	lundi 22 octobre 2018	100,00	9 000	0	9 000	5,00	5,0000
Tchad	2 ANS	TD2A00000383 OTA 2 ANS 5% 01-OCTO -2018	mercredi 28 septembre 2016	100,00	100,00	lundi 1 octobre 2018	100,00		5 000	5 000	5,00	5,0000
Tchad	2 ANS	TD2A00000409 OTA 2 ANS 4,5% 31-DECE -2018	mercredi 28 décembre 2016	99,00	99,00	lundi 31 décembre 2018	60,00	15 000	0	15 000	4,50	4,5470
Tchad	2 ANS	TD2A00000418 OTA 2 ANS 4,5% 10-JUIN -2019	mercredi 7 juin 2017	100,00	100,00	lundi 10 juin 2019	89,33	26800	0	26 800	4,5	4,5000
Gabon	3 ANS	GA2J00000069 OTA 3 ANS 5,75% 05-JUIL-2021	vendredi 6 juillet 2018	88,24	88,24	lundi 5 juillet 2021	80,25	2100	6 700	8 800	5,75	6,5180

IV. AUTRES STATISTIQUES

Tableau IVa : Évolution des taux d'intérêt de la BEAC et des conditions de banque
Dernière modification : 25.07.18

(En pourcentage)

Rubriques	%
I - Opérations des Trésors (Placements publics)	
. Taux d'Intérêt sur Placement Public au titre du Fonds de réserves sur les Générations Futures (TISPPo)	0,40
. Taux d'Intérêt sur Placement Public au titre du Mécanisme de stabilisation des recettes budgétaires (TISPP1)	0,05
. Taux d'Intérêt sur Placement Public au titre des dépôts spéciaux (TISPP2)	0,00
II - Marché monétaire	
. Taux des appels d'offres (TIAO)	2,95
. Taux de Facilité de Prêt Marginal (TFPM)	4,70
. Taux de Facilité de Dépôt (TFD)	0
. Taux de pénalité aux banques (TPB)	7,00
III - Taux Créditeur Minimum (TCM)	2,45

Le nouveau cadre opérationnel de la politique monétaire est entré en œuvre le 11 juin 2018.

Tableau IVb : Évolution des coefficients et du taux de rémunération des réserves obligatoires

(En pourcentage)

Rubriques	01.06.17 20.03.18	Rubriques	Date de la dernière modification 21.03.18
I - Coefficients des réserves obligatoires (*)		**I - Coefficients des réserves obligatoires (**)**	
- Exigibilités à vue		***- Exigibilités à vue***	7,00
1. Coefficient applicable sur la tranche de l'assiette inférieure à 16,5 milliards	0,00	***- Exigibilités à terme***	4,50
2. Coefficient applicable sur la tranche de l'assiette comprise entre 16,5 et 41	3,00		
3. Coefficient applicable sur la tranche de l'assiette supérieure à 41 milliards	7,25	**II - Taux de rémunération des réserves**	1,05
- Exigibilités à terme			
1. Coefficient applicable sur la tranche de l'assiette inférieure à 16,5 milliards	0,00		
2. Coefficient applicable sur la tranche de l'assiette comprise entre 16,5 et 41	2,00		
3. Coefficient applicable sur la tranche de l'assiette supérieure à 41 milliards	5,25		
II - Taux de rémunération des réserves obligatoires	0,05		

Tableau IVc : Évolution des taux directeurs des pays partenaires de la CEMAC

(En pourcentage)

Pays/Régions	2016	2017						2018								Dates de la dernière modification
	Juillet	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Janvier	Février	Mars	Avril	Avril	Mai	Juin	Juillet	
BCEAO																
. Taux d'appel d'offres																
- injections de liquidité (2)	*2,50*	*2,50*	*2,50*	*2,50*	*2,50*	*2,50*	*2,50*	*2,50*	*2,50*	*2,50*	*2,50*	*2,50*	*2,50*	*2,50*	*2,50*	*17 septembre 2013*
- reprises de liquidité	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
. Taux du guichet de prêt marginal	*3,50*	*4,50*	*4,50*	*4,50*	*4,50*	*4,50*	*4,50*	*4,50*	*4,50*	*4,50*	*4,50*	*4,50*	*4,50*	*4,50*	*4,50*	*16 décembre 2016*
ZONE EURO (3)																
. Taux d'appel d'offres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	*16 mars 2016*
. Facilité de prêt marginal	0,25	0,25	0,25	0,25	0,25	0,50	0,50	0,50	0,50	0,50	0,50	0,50	0,50	0,50	0,50	*16 mars 2016*
. Facilité de dépôts	-0,40	-0,40	-0,40	-0,40	-0,40	-0,40	-0,40	-0,40	-0,40	-0,40	-0,40	-0,40	-0,40	-0,40	-0,40	*16 mars 2016*
ROYAUME-UNI																
. Prêts maisons d'escompte	0,50	0,25	0,25	0,25	0,25	0,50	0,50	0,50	0,50	0,50	0,50	0,50	0,50	0,50	0,50	*02 novembre 2017*
CHINE																
. Taux de référence d'emprunt	4,35	4,35	4,35	4,35	4,35	4,35	4,35	4,35	4,35	4,35	4,35	4,35	4,35	4,35	4,35	*23 octobre 2015*
ETATS-UNIS																
. Taux d'escompte	0,50	1,25	1,25	1,25	1,25	1,25	1,50	1,50	1,50	1,50	1,75	1,75	1,75	2,00	2,00	*13 juin 2018*
. Taux au j/j "Fed Funds" (4)	0,50	1,25	1,25	1,25	1,25	1,25	1,50	1,50	1,50	1,50	1,75	1,75	1,75	2,00	2,00	*13 juin 2018*
NIGERIA																
Monetary Policy Rate	14,00	14,00	14,00	14,00	14,00	14,00	14,00	14,00	14,00	14,00	14,00	14,00	14,00	14,00	14,00	*26 juillet 2016*
Standing Deposit Rate	9,00	9,00	9,00	9,00	9,00	9,00	9,00	9,00	9,00	9,00	9,00	9,00	9,00	9,00	9,00	26 juillet 2016
Standing LendingRate	16,00	16,00	16,00	16,00	16,00	16,00	16,00	16,00	16,00	16,00	16,00	16,00	16,00	16,00	16,00	*26 juillet 2016*

(1) Sources : BDF, BCEAO, OCDE, BFCE-multidevises, Internet, etc...

(2) Taux minimum de soumission aux appels d'offres.

(3) Groupe de pays utilisant l'Euro comme monnaie : France, Belgique, Espagne, Allemagne, Italie, Hollande, Finlande, Portugal, Luxembourg, Irlande, Autriche, Grèce, Slovénie, Chypre, Malte, Slovaquie et Estonie.

(4) Objectif implicite.

Tableau IVd : Évolution des facteurs autonomes de la liquidité bancaire au Cameroun

(En millions de F CFA)

	2017						2018							Variation [1]
	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	juillet 18 - juillet 17
I. Facteurs autonomes (a-b)	**-3 406**	**-45 847**	**-94 394**	**-90 569**	**-72 300**	**72 569**	**80 358**	**80 658**	**65 013**	**18 434**	**38 504**	**29 615**	**52 524**	**55 930**
a/ Postes du Passif														
. Billets et pièces en circulation	976 994	1 016 314	1 000 034	1 022 663	1 045 780	1 136 578	1 076 912	1 064 517	1 086 298	1 084 397	1 060 558	1 068 187	1 076 700	99 706
. Réserves flottantes :	401 749	541 354	576 514	534 819	599 755	739 998	839 635	893 925	857 132	776 558	851 650	780 936	780 954	379 205
-Comptes courants des Ets de crédit	401 749	541 354	576 514	534 819	599 755	739 998	839 635	893 925	857 132	776 558	851 650	780 936	780 954	379 205
-dépôts et placements Marché Monétaire	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
.Engagements extérieurs	54 026	54 016	54 016	54 032	54 010	51 139	54 004	54 005	53 999	51 252	51 252	51 267	51 248	-2 778
.FMI-Allocations de DTS	139 586	138 984	139 198	140 347	138 901	138 078	136 015	137 651	137 190	138 436	140 805	140 295	139 193	-393
.Divers-passifs	-109 965	-109 723	-110 319	-109 033	-107 757	-107 654	-112 148	-111 430	-110 376	-110 843	-110 878	-109 822	-110 323	-358
b/ Postes d'actif														
.Disponibilités extérieures brutes	1 469 655	1 522 789	1 530 494	1 521 021	1 524 225	1 735 763	1 844 981	1 796 197	1 819 118	1 717 798	1 725 530	1 680 500	1 655 722	186 067
.Autres créances sur l'extérieur	84 119	84 298	84 061	84 644	83 775	83 350	82 782	83 245	82 929	83 944	85 447	84 282	83 462	-657
.Créances sur l'Etat (net)	-107 588	60 084	119 668	108 369	175 292	49 182	-34 289	58 208	33 922	102 372	127 356	117 074	129 424	237 012
.Divers-Actifs	19 611	19 621	19 614	19 363	19 698	17 275	20 586	20 361	23 262	17 252	16 550	19 392	16 641	-2 970
II. Réserves obligatoires [1]	**190 703**	**198 617**	**199 531**	**201 433**	**201 145**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
III. Concours du marché monétaire	**187 297**	**152 770**	**105 137**	**110 864**	**128 845**	**72 569**	**80 358**	**80 658**	**65 013**	**18 434**	**38 504**	**29 615**	**52 524**	**-134 773**
Type d'interventions	**187 297**	**152 770**	**105 137**	**110 864**	**128 845**	**72 569**	**80 358**	**80 658**	**65 013**	**18 434**	**38 504**	**29 615**	**52 524**	**-134 773**
.Appels d'offres positifs ou OPIL	187 201	152 747	105 137	110 864	128 845	72 569	80 358	80 658	65 013	18 434	38 476	0	0	-187 201
.Pensions et autres	96	23	0	0	0	0	0	0	0	0	28	29 615	52 524	52 428

(1) Le passage à la constitution en moyenne des réserves obligatoires a entrainé la suppression du cantonnement desdites réserves dans les comptes auprès de la Banque Centrale. Ces réserves sont désormais incluses dans les comptes courants des établissements de crédit. Les niveaux à constituer par pays sont disponibles dans le tableau XIIIc.

Tableau IVe : Évolution des facteurs autonomes de la liquidité bancaire en RCA

(En millions de F CFA)

	2017						2018							Variation (1)
	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	juillet 18 - juillet 17
I. Facteurs autonomes (a-b)	**-2 880**	**-2 545**	**-1 926**	**-2 359**	**-1 959**	**-1 850**	**616**	**542**	**523**	**504**	**485**	**414**	**414**	**3 294**
a/ Postes du Passif														
. Billets et pièces en circulation	161 253	161 410	161 923	157 641	161 284	168 430	164 649	167 846	165 592	170 979	173 187	177 398	177 398	16 145
. Réserves flottantes :	22 811	23 208	25 481	28 433	31 655	34 583	33 931	30 647	34 559	22 252	22 106	25 520	25 520	2 709
-Comptes courants des Ets de crédit	22 811	23 208	25 481	28 433	31 655	34 583	33 931	30 647	34 559	22 252	22 106	25 520	25 520	2 709
-dépôts et placements Marché Monétaire	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
.Engagements extérieurs	21 620	21 572	21 905	21 788	21 619	20 269	21 553	21 277	21 589	20 741	20 571	20 405	20 405	-1 216
.FMI-Allocations de DTS	42 025	41 843	41 908	42 254	41 818	41 571	40 949	41 442	41 303	41 678	42 392	42 238	42 238	213
.Divers-passifs	35 654	35 422	34 044	33 789	33 636	33 265	39 373	39 122	39 377	40 892	38 559	38 447	38 447	2 793
b/ Postes d'actif														
.Disponibilités extérieures brutes	173 949	172 681	167 179	161 359	168 846	195 544	179 320	174 944	174 017	171 131	163 231	175 889	175 889	1 940
.Autres créances sur l'extérieur	31 938	32 010	31 242	31 214	30 824	29 889	28 002	28 151	27 670	27 932	28 525	28 655	28 655	-3 283
.Créances sur l'Etat (net)	72 555	73 319	80 755	85 770	84 244	67 588	84 078	88 304	91 713	89 718	97 549	91 856	91 856	19 301
.Divers-Actifs	7 802	7 990	8 011	7 921	8 056	6 948	8 441	8 392	8 496	7 257	7 025	7 194	7 194	-607
II. Réserves obligatoires (1)	**3 505**	**3 363**	**2 619**	**3 033**	**2 613**	**2 485**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**-3 505**
II. Concours du marché monétaire	**52**	**52**	**52**	**52**	**52**	**635**	**52**	**52**	**52**	**52**	**485**	**0**	**0**	**-52**
Type d'interventions	**52**	**52**	**52**	**52**	**52**	**106**	**52**	**52**	**52**	**52**	**52**	**0**	**0**	**-52**
.Appels d'offres positifs ou OPIL	52	52	52	52	52	106	52	52	52	52	52	0	0	-52

(1) Le passage à la constitution en moyenne des réserves obligatoires a entrainé la suppression du cantonnement desdites réserves dans les comptes auprès de la Banque Centrale. Ces réserves sont désormais incluses dans les comptes courants des établissements de crédit. Les niveaux à constituer par pays sont disponibles dans le tableau XIIIc.

Tableau IVf : Évolution des facteurs autonomes de la liquidité bancaire au Congo

(En millions de F CFA)

	2017						2018							Variation [1]
	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	juillet 18 - juillet 17
I. Facteurs autonomes (a-b)	**16 644**	**26 046**	**31 245**	**31 609**	**91 651**	**90 901**	**91 401**	**90 472**	**90 472**	**89 722**	**85 698**	**101 848**	**101 848**	**85 204**
a/ Postes du Passif														
. Billets et pièces en circulation	515 586	503 102	480 372	464 055	452 188	507 568	469 840	452 984	452 822	455 407	451 472	451 562	451 562	-64 024
. Réserves flottantes :	201 656	182 048	185 737	129 138	179 430	220 008	228 790	201 119	194 339	188 401	219 638	234 238	234 238	32 582
-Comptes courants des Ets de crédit	201 600	181 992	185 682	129 083	179 374	219 953	228 735	201 063	194 284	188 346	219 582	234 182	234 182	32 582
-dépôts et placements Marché Monétaire	55,421628	55	55	55,421628	55,421628	55,421628	55,421628	55,421628	55,421628	55,421628	55,421628	55,421628	55,421628	0
.Engagements extérieurs	14 648	14 607	14 581	14 642	14 616	13 902	14 660	14 613	14 639	13 864	13 928	13 905	13 905	-744
.FMI-Allocations de DTS	62 749	62 479	62 575	63 092	62 442	62 072	61 144	61 880	61 672	62 233	63 297	63 068	63 068	319
.Divers-passifs	5 120	6 100	5 511	8 154	8 940	9 765	-2 177	-2 605	611	-412	-594	1 635	1 635	-3 485
b/ Postes d'actif														
.Disponibilités extérieures brutes	219 753	173 514	144 920	79 396	58 438	152 816	115 343	101 272	83 673	70 951	68 303	79 048	79 048	-140 706
.Autres créances sur l'extérieur	77 782	77 515	77 403	78 001	77 489	76 774	75 720	76 315	76 339	77 355	78 781	77 891	77 891	110
.Créances sur l'Etat (net)	473 760	479 263	483 196	476 730	475 814	481 295	477 587	447 860	461 517	470 184	476 186	490 839	490 839	17 079
.Divers-Actifs	11 821	11 998	12 011	13 345	14 223	11 530	12 205	12 071	12 082	11 281	38 772	14 782	14 782	2 961
II. Réserves obligatoires [1]	**79 781**	**96 425**	**65 180**	**64 066**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
III. Concours du marché monétaire	**30 000**	**30 000**	**30 000**	**30 000**	**30 000**	**90 901**	**30 000**	**30 000**	**30 000**	**30 000**	**85 698**	**46 900**	**46 900**	**16 900**
Type d'interventions	**30 000**	**30 000**	**30 000**	**30 000**	**30 000**	**30 000**	**30 000**	**30 000**	**30 000**	**30 000**	**30 000**	**46 900**	**46 900**	**16 900**
.Appels d'offres positifs ou OPIL	24 150	24 150	24 150	24 150	24 150	24 150	23 650	23 650	23 650	23 650	24 000	0	0	-24 150
.Pensions et autres	5850	5850	5850	5 850	5 850	5 850	6 350	6 350	6 350	6 350	6 000	46 900	46 900	41 050

(1) Le passage à la constitution en moyenne des réserves obligatoires a entrainé la suppression du cantonnement desdites réserves dans les comptes auprès de la Banque Centrale. Ces réserves sont désormais incluses dans les comptes courants des établissements de crédit. Les niveaux à constituer par pays sont disponibles dans le tableau XIIIc.

Tableau IVg : Évolution des facteurs autonomes de la liquidité bancaire du Gabon

(En millions de F CFA)

	2017								2018					Variation [1]
	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	juin 18 - juin 17
I. Facteurs autonomes (a-b)	**-23 429**	**-19 441**	**-12 945**	**-17 098**	**-37 713**	**-42 308**	**48 000**	**46 000**	**42 000**	**39 500**	**37 500**	**35 000**	**19 000**	**42 429**
a/ Postes du Passif														
. Billets et pièces en circulation	415 993	411 843	403 641	404 473	394 798	386 899	418 592	389 210	389 975	392 252	400 124	416 220	421 114	5 121
. Réserves flottantes :	142 853	112 839	128 281	119 635	152 354	207 893	232 362	270 346	358 143	355 421	334 114	343 216	320 203	177 350
-Comptes courants des Ets de crédit	142 853	112 839	128 281	119 635	152 354	207 893	232 362	270 346	358 143	355 421	334 114	343 216	320 203	177 350
-dépôts et placements Marché Monétaire	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
.Engagements extérieurs	26 848	26 816	26 828	26 801	26 804	26 821	25 443	26 810	26 812	26 773	25 350	25 349	25 312	-1 536
.FMI-Allocations de DTS	118 732	117 341	115 532	115 033	115 211	114 965	114 284	112 576	113 930	113 549	114 580	116 541	116 118	-2 614
.Divers-passifs	136	51	12 812	2 864	2 838	7 857	5 341	4 180	-2 313	-2 163	-1 426	-3 297	-1 765	-1 900
b/ Postes d'actif														
.Disponibilités extérieures brutes	293 848	292 414	265 383	342 896	329 020	305 270	423 387	416 628	412 435	347 912	368 321	376 202	339 798	45 950
.Autres créances sur l'extérieur	144 011	141 654	139 483	139 076	139 133	139 283	138 572	136 716	137 870	137 632	138 893	141 436	140 558	-3 453
.Créances sur l'Etat (net)	277 494	241 414	281 988	190 661	248 329	329 102	174 234	190 401	281 103	347 618	316 538	334 497	368 599	91 105
.Divers-Actifs	12 637	12 848	13 184	13 271	13 237	13 088	11 830	13 378	13 139	13 170	11 490	10 894	13 028	390
II. Réserves obligatoires [1]	**103 103**	**99 368**	**92 514**	**90 974**	**90 304**	**92 308**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
II. Concours du marché monétaire	**79 674**	**79 927**	**79 569**	**73 876**	**52 591**	**50 000**	**48 000**	**46 000**	**42 000**	**39 500**	**37 500**	**35 000**	**19 000**	**-60 674**
Guichet "A"	**79 674**	**79 927**	**79 569**	**73 876**	**52 591**	**50 000**	**48 000**	**46 000**	**42 000**	**39 500**	**37 500**	**35 000**	**19 000**	**-60 674**
.Appels d'offres positifs	79 674	79 927	79 569	73 876	52 591	50 000	48 000	46 000	42 000	39 500	37 500	35 000	0	-79 674
. Pensions et autres	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	19 000	19 000

(1) Le passage à la constitution en moyenne des réserves obligatoires a entrainé la suppression du cantonnement desdites réserves dans les comptes auprès de la Banque Centrale. Ces réserves sont désormais incluses dans les comptes courants des établissements de crédit. Les niveaux à constituer par pays sont disponibles dans le tableau XIIIc.

Tableau IVh : Évolution des facteurs autonomes de la liquidité bancaire en Guinée Equatoriale

(En millions de F CFA)

	2017						2018							Variation (1)
	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	juillet 18 - juillet 17
I. Facteurs autonomes (a-b)	**64 959**	**30 002**	**9 331**	**18 375**	**55 679**	**90 000**	**112 650**	**97 650**	**127 650**	**127 650**	**138 650**	**147 432**	**147 432**	**82 473**
a/ Postes du Passif														
. Billets et pièces en circulation	174 504	183 156	181 095	185 547	184 522	202 749	185 605	177 537	177 655	174 788	177 198	174 485	174 485	-19
. Réserves flottantes :	262 466	281 132	278 254	266 981	278 271	313 450	286 615	294 811	277 058	231 210	243 408	273 758	273 758	11 292
-Comptes courants des Ets de crédit	262 466	281 132	278 254	266 981	278 271	313 450	286 615	294 811	277 058	231 210	243 408	273 758	273 758	11 292
-dépôts et placements Marché Monétaire	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
.Engagements extérieurs	26 083	26 083	26 083	26 083	26 083	24 692	26 083	26 083	26 083	24 756	24 756	24 756	24 756	-1 327
.FMI-Allocations de DTS	24 639	24 533	24 571	24 774	24 518	24 373	24 009	24 298	24 216	24 436	24 854	24 764	24 764	125
.Divers-passifs	14 666	16 070	17 344	18 724	20 110	21 494	23 853	6 496	20 844	9 325	12 369	12 062	12 062	-2 604
b/ Postes d'actif														
.Disponibilités extérieures brutes	-13 602	78 024	74 573	-12 570	3 338	-51 124	-53 567	-52 898	-123 237	-134 541	-105 287	-25 350	-25 350	-11 748
.Autres créances sur l'extérieur	46 475	46 273	46 344	46 726	46 243	45 969	45 282	45 824	45 670	46 085	46 870	46 700	46 700	225
.Créances sur l'Etat (net)	396 707	368 782	389 315	462 123	420 534	495 480	433 712	430 875	464 997	419 124	396 507	332 264	332 264	-64 443
.Divers-Actifs	7 819	7 894	7 783	7 454	7 710	6 433	8 088	7 774	10 775	6 198	5 845	8 780	8 780	960
II. Réserves obligatoires [1]	**69 541**	**69 998**	**70 669**	**71 625**	**71 321**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
III. Concours du marché monétaire	**134 500**	**100 000**	**80 000**	**90 000**	**127 000**	**90 000**	**112 650**	**97 650**	**127 650**	**127 650**	**138 650**	**138 650**	**138 650**	**4 150**
Type d'interventions	**134 500**	**100 000**	**80 000**	**90 000**	**127 000**	**90 000**	**112 650**	**97 650**	**127 650**	**127 650**	**138 650**	**147 432**	**147 432**	**12 932**
.Appels d'offres positifs ou OPIL	134 500	100 000	80 000	90 000	127 000	90 000	112 650	97 650	127 650	127 650	138 650	147 432	147 432	12 932
.Pensions et autres														

(1) Le passage à la constitution en moyenne des réserves obligatoires a entrainé la suppression du cantonnement desdites réserves dans les comptes auprès de la Banque Centrale. Ces réserves sont désormais incluses dans les comptes courants des établissements de crédit. Les niveaux à constituer par pays sont disponibles dans le tableau XIIIc.

Tableau IVi : Évolution des facteurs autonomes de la liquidité bancaire du Tchad

(En millions de F CFA)

	2017						2018							Variation (1)
	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	juillet 18 - juillet 17
I. Facteurs autonomes (a-b)	**171 168**	**174 212**	**174 498**	**176 707**	**187 929**	**199 021**	**180 600**	**199 913**	**199 913**	**192 413**	**198 358**	**181 560**	**181 560**	**10 392**
a/ Postes du Passif														
. Billets et pièces en circulation	396 948	401 525	407 472	415 515	416 521	428 731	413 987	400 117	418 833	420 872	425 347	414 905	414 905	17 958
. Réserves flottantes :	21 680	44 608	29 349	63 665	62 751	72 671	57 164	88 611	55 648	48 881	58 572	35 539	35 539	13 859
-Comptes courants des Ets de crédit	21 680	44 608	29 349	63 665	62 751	72 671	57 164	88 611	55 648	48 881	58 572	35 539	35 539	13 859
-dépôts et placements Marché Monétaire	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
.Engagements extérieurs	25 748	25 781	25 712	25 752	25 717	24 339	25 725	25 735	25 708	24 426	24 394	24 426	24 426	-1 321
.FMI-Allocations de DTS	42 223	42 041	42 106	42 453	42 016	41 767	41 143	41 638	41 498	41 875	42 591	42 437	42 437	214
.Divers-passifs	22 987	23 196	23 862	25 588	27 116	34 827	38 528	38 140	45 998	42 701	42 568	44 562	44 562	21 575
b/ Postes d'Actif														
.Disponibilités extérieures brutes	-179 298	-119 913	-136 858	-111 451	-134 801	-127 681	-101 350	-95 765	-103 034	-64 130	-42 083	-44 266	-44 266	135 031
.Autres créances sur l'extérieur	33 420	33 485	33 400	33 635	33 282	33 112	33 066	33 276	33 151	33 462	34 071	33 629	33 629	210
.Créances sur l'Etat (net)	473 249	438 103	446 348	463 383	476 745	486 139	451 024	443 936	444 581	405 412	391 777	379 629	379 629	-93 620
.Divers-Actifs	11 047	11 265	11 113	10 699	10 966	11 745	13 206	12 882	13 074	11 597	11 348	11 318	11 318	272
II. Réserves obligatoires [1]	**10 184**	**10 249**	**10 793**	**11 084**	**11 217**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**-10 184**
III. Concours du marché monétaire	**181 352**	**184 461**	**185 291**	**187 791**	**199 146**	**199 021**	**180 600**	**199 913**	**199 913**	**192 413**	**198 358**	**181 560**	**181 560**	**208** 0
Type d'interventions	**181 352**	**184 461**	**185 291**	**187 791**	**199 146**	**199 021**	**180 600**	**199 913**	**199 913**	**192 413**	**198 358**	**181 560**	**181 560**	**208**
.Appels d'offres positifs ou OPIL	22 926	27 535	28 365	30 865	32 844	32 719	11 705	37 658	39 158	39 158	50 603	0	0	-22 926
.Pensions et autres	158 426	156 926	156 926	156 926	166 302	166 302	168 895	162 255	160 755	153 255	147 755	181 560	181 560	23 134

(1) Le passage à la constitution en moyenne des réserves obligatoires a entrainé la suppression du cantonnement desdites réserves dans les comptes auprès de la Banque Centrale. Ces réserves sont désormais incluses dans les comptes courants des établissements de crédit. Les niveaux à constituer par pays sont disponibles dans le tableau XIIIc.

Tableau IVj : Évolution des facteurs autonomes de la liquidité bancaire dans la CEMAC

(En millions de F CFA)

	2017						2018							Variation (1)
	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	juillet 18 - juillet 17
I. Facteurs autonomes (a-b)	**227 044**	**168 923**	**101 656**	**96 050**	**218 691**	**498 640**	**511 625**	**511 236**	**523 072**	**466 224**	**496 695**	**479 868**	**502 777**	**275 733**
a/ Postes du Passif														
. Billets et pièces en circulation	2 637 129	2 669 148	2 635 368	2 640 219	2 647 194	2 862 648	2 700 203	2 652 977	2 693 452	2 706 567	2 703 983	2 707 652	2 716 165	79 037
. Réserves flottantes :	1 023 200	1 200 630	1 214 970	1 175 392	1 359 754	1 613 073	1 716 481	1 867 257	1 774 158	1 601 417	1 738 591	1 670 193	1 670 211	647 011
-Comptes courants des Ets de crédit	1 023 145	1 200 575	1 214 914	1 175 336	1 359 698	1 613 018	1 716 425	1 867 201	1 774 102	1 601 361	1 738 535	1 670 138	1 670 156	647 011
-dépôts et placements Marché Monétaire	55	55	55	55	55	55	55	55	55	55	55	55	55	0
.Engagements extérieurs	168 942	168 887	169 098	169 101	168 867	159 785	168 836	168 526	168 790	160 388	160 250	160 071	160 052	-8 890
.FMI-Allocations de DTS	428 563	425 411	425 391	428 130	424 660	422 145	415 835	420 838	419 428	423 239	430 480	428 921	427 819	-743
.Divers-passifs	-31 486	-16 123	-26 695	-19 940	-10 098	-2 962	-8 391	-32 590	-5 709	-19 762	-21 274	-14 880	-15 381	16 105
b/ Postes d'actif														
.Disponibilités extérieures brutes	1 962 871	2 092 476	2 123 205	1 966 775	1 925 317	2 328 705	2 401 355	2 336 186	2 198 449	2 129 528	2 185 897	2 205 620	2 180 841	217 970
.Autres créances sur l'extérieur	415 388	413 063	411 526	413 353	410 897	407 665	401 569	404 680	403 392	407 672	415 130	411 715	410 895	-4 493
.Créances sur l'Etat (net)	1 550 097	1 701 539	1 709 943	1 844 704	1 961 732	1 753 918	1 602 512	1 750 286	1 844 348	1 803 348	1 823 873	1 780 261	1 792 611	242 514
.Divers-Actifs	70 947	71 951	71 803	72 020	73 740	65 760	75 903	74 619	80 859	65 076	90 435	74 493	71 742	795
II. Réserves obligatoires [1]	**453 082**	**471 166**	**439 766**	**441 545**	**378 604**	**2 485**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
III. Concours du marché monétaire	**613 128**	**546 852**	**474 356**	**471 298**	**535 043**	**439 696**	**449 660**	**450 273**	**462 128**	**406 049**	**440 564**	**424 507**	**447 416**	**-165 712**
Type d'interventions	**613 128**	**546 852**	**474 356**	**471 298**	**535 043**	**439 696**	**449 660**	**450 273**	**462 128**	**406 049**	**440 564**	**424 507**	**447 416**	**-165 712**
.Appels d'offres positifs ou OPIL	448 756	384 053	311 580	308 522	362 891	267 544	274 415	281 668	295 023	246 444	286 781	147 432	147 432	-301 324
.Pensions et autres	164 372	162 799	162 776	162 776	172 152	172 152	175 245	168 605	167 105	159 605	153 783	277 075	299 984	135 612

(1) Le passage à la constitution en moyenne des réserves obligatoires a entrainé la suppression du cantonnement desdites réserves dans les comptes auprès de la Banque Centrale. Ces réserves sont désormais incluses dans les comptes courants des établissements de crédit. Les niveaux à constituer par pays sont disponibles dans le tableau XIIIc.

Tableau IVk : Évolution des avoirs officiels bruts en devises, du taux de couverture de la monnaie dans les pays de la Zone d'émission et de leur position en compte d'opérations auprès du Trésor français

		2016	2017						2018						
		Juillet	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet
Avoirs officiels bruts en devises [a] **(En millions de FCFA)**	**Cameroun**	1 673 167	1 553 774	1 607 087	1 614 555	1 605 666	1 608 000	2 545 874	1 927 763	1 879 442	1 902 047	1 801 742	2 605 838	1 764 782	1 739 184
	Centrafrique	155 050	205 887	204 691	198 421	192 572	199 671	262 137	207 322	203 096	201 688	199 063	237 678	204 544	221 417
	Congo	846 234	297 535	251 028	222 323	157 396	135 927	1 279 299	191 063	177 588	160 012	148 306	1 206 844	156 939	155 152
	Gabon	873 504	404 866	481 972	468 153	480 878	444 553	1 229 863	553 344	550 305	485 544	507 214	1 204 225	480 356	523 351
	Guinée Equatoriale	416 097	32 873	124 296	120 917	34 157	49 581	634 003	-8 285	-7 074	-77 566	-88 457	580 996	21 350	19 537
	Tchad	- 109 223	- 145 878	- 86 429	- 103 458	-77 817	-101 518	118 483	-68 284	-62 490	-69 884	-30 668	195 768	-10 637	-22 968
	Sces Centraux	440 780	655 388	655 814	650 159	641 990	637 064	638 156	658 139	657 713	655 698	687 753	700 488	613 670	602 041
	CEMAC	**4 295 609**	**3 004 445**	**3 238 460**	**3 171 070**	**3 034 842**	**2 973 277**	**6 707 815**	**3 461 063**	**3 398 580**	**3 257 539**	**3 224 953**	**6 731 836**	**3 231 005**	**3 237 714**
Taux de couverture de l'émission monétaire (en %) [b]	**Cameroun**	81,35	73,28	75,13	76,42	75,41	69,79	70,97	71,72	71,23	71,84	72,22	71,78	71,46	70,56
	Centrafrique	78,75	82,56	82,24	81,35	80,84	81,27	83,24	82,69	82,38	82,33	83,11	81,89	82,75	83,75
	Congo	60,79	32,68	29,08	26,62	20,50	18,30	27,57	23,64	22,39	20,71	19,52	18,83	20,09	19,71
	Gabon	70,62	49,24	53,31	53,88	54,85	53,06	58,84	58,31	58,12	55,19	56,61	57,31	56,45	58,55
	Guinée Equatoriale	38,69	6,86	15,61	15,65	7,03	6,63	7,12	6,53	6,41	6,22	6,16	6,17	6,03	7,93
	Tchad	5,51	5,33	5,30	5,27	5,43	5,18	5,17	5,32	5,10	5,28	5,33	5,34	7,87	7,59
	CEMAC	**66,01**	**56,07**	**58,59**	**58,96**	**57,41**	**54,65**	**57,51**	**58,01**	**57,46**	**56,40**	**57,23**	**57,19**	**56,15**	**55,98**
Position des États en Compte d'Opérations (En millions de FCFA)	**Cameroun**	544 651	1 294 185	1 364 133	1 364 184	1 369 767	1 368 085	1 579 571	1 734 665	1 681 637	1 694 946	1 641 753	1 639 869	1 625 120	1 604 488
	Centrafrique	35 021	132 087	153 031	147 597	144 335	151 223	177 888	168 647	163 993	161 331	162 819	154 544	169 145	186 001
	Congo	265 015	193 322	155 199	129 031	71 295	52 317	138 338	107 627	94 088	76 941	66 878	64 064	75 176	74 126
	Gabon	221 769	231 388	304 963	291 264	304 433	272 076	383 667	389 954	384 697	321 746	350 407	356 615	325 318	368 465
	Guinée Equatoriale	117 866	- 16 875	65 829	63 149	-14 326	1 191	-50 809	-52 713	-50 631	-115 807	-129 155	-100 373	-24 559	-41 294
	Tchad	- 52 470	- 159 894	- 109 275	- 123 819	-103 090	-123 029	-118 421	-97 436	-91 188	-98 304	-63 375	-41 791	-61 449	-71 049
	Sces Centraux	371 763	561 268	548 823	566 536	547 789	554 868	441 609	555 592	575 737	576 406	630 094	612 426	521 932	517 098
	CEMAC	**1 503 615**	**2 235 481**	**2 482 703**	**2 437 943**	**2 320 204**	**2 276 731**	**2 551 843**	**2 806 336**	**2 758 332**	**2 617 258**	**2 659 421**	**2 685 353**	**2 630 682**	**2 637 835**

Tableau IVl : Situation comptable de la BEAC au 31 juillet 2018

Actif

Postes ou lignes	Zone	Services Centraux	Cameroun	Centrafrique	Congo	Gabon	Guinée Equatoriale	Tchad
DISPONIBILITES EXTERIEURES	2 742 776 254 079	516 002 432 639	1 655 721 589 797	192 834 845 525	77 696 538 162	383 510 108 476	-26 796 737 404	-56 192 523 116
Avoirs Extérieurs à vue	2 677 254 726 108	516 002 432 639	1 606 149 893 866	187 088 235 983	75 406 355 626	372 126 158 774	-25 520 922 755	-53 997 428 024
Billets Etrangers	43 579 129 124	3 063 709 484	1 661 617 796	1 087 586 545	1 279 962 318	3 661 584 590	15 773 400 716	17 051 267 675
Correspondants Hors Zone d'Emission	-4 158 981 516	-4 158 981 516	0	0	0	0	0	0
Trésor Français	2 637 834 578 500	517 097 704 671	1 604 488 276 070	186 000 649 438	74 126 393 308	368 464 574 184	-41 294 323 471	-71 048 695 699
Compte d'Opérations	2 637 834 578 500	517 097 704 671	1 604 488 276 070	186 000 649 438	74 126 393 308	368 464 574 184	-41 294 323 471	-71 048 695 699
Compte Spécial de Nivellement	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres avoirs extérieurs (SDM)	65 521 527 971	0	49 571 695 931	5 746 609 542	2 290 182 536	11 383 949 702	-1 275 814 649	-2 195 095 092
Comptes Courants Chez Correspondants Etrangers	65 521 527 971	0	49 571 695 931	5 746 609 542	2 290 182 536	11 383 949 702	-1 275 814 649	-2 195 095 092
Opérations sur le Marché Financier	0	0	0	0	0	0	0	0
ENCAISSE–OR	138 122 531 633	86 005 247 799	20 495 427 957	7 612 762 709	7 612 881 081	8 783 636 857	0	7 612 575 230
FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL	356 814 727 967	33 584 600	62 966 663 643	20 969 310 802	69 842 973 696	131 057 115 779	46 333 488 196	25 611 591 251
Quotes-Parts en Devises	193 743 031 450	0	50 761 674 771	19 768 556 324	29 692 046 750	38 375 401 612	29 740 534 806	25 404 817 187
Avoirs en D.T.S.	163 071 696 517	33 584 600	12 204 988 872	1 200 754 478	40 150 926 946	92 681 714 167	16 592 953 390	206 774 064
CREANCES SUR LES BANQUES	501 172 050 373	0	52 524 000 000	394 182 847	112 190 949 694	19 500 000 000	142 380 000 000	174 182 917 832
Concours du Marché Monetaire : Guichet A	446 258 917 832	0	52 524 000 000	0	57 672 000 000	19 500 000 000	142 380 000 000	174 182 917 832
Appels d'Offres	0	0	0	0	0	0	0	0
Pensions et Autres	446 258 917 832	0	52 524 000 000	0	57 672 000 000	19 500 000 000	142 380 000 000	174 182 917 832
Avances à Moyen Terme Irrévocables : Guichet B	54 913 132 541	0	0	394 182 847	54 518 949 694	0	0	0
Créances Impayées	0	0	0	0	0	0	0	0
CREANCES SUR LES TRESORS NATIONAUX	2 772 950 733 946	0	577 350 158 427	81 158 413 398	572 452 158 427	452 952 158 427	609 155 244 403	479 882 600 864
Avances en Comptes Courants (Art. 18)	8 347 599 073	0	0	1 013 097	0	0	8 346 585 976	0
Avances Exceptionnelles	2 933 999 501	0	452 158 427	673 207 366	452 158 427	452 158 427	452 158 427	452 158 427
Crédits à l'Economie Consolidés sur l'Etat	2 761 669 135 372	0	576 898 000 000	80 484 192 935	572 000 000 000	452 500 000 000	600 356 500 000	479 430 442 437
CONTREPARTIE DES ALLOCATIONS DE DTS VERSEES AUX ETATS	174 971 922 282		108 094 207 849	34 280 645 706	0	0	0	32 597 068 727
VALEURS IMMOBILISEES	439 976 323 213	398 658 012 523	9 849 207 538	4 125 272 188	8 183 076 990	5 066 454 865	5 635 168 903	8 459 130 206
Immobilisations Financières	210 069 481 382	181 316 403 383	7 884 530 581	3 102 929 815	6 673 761 276	2 770 720 848	3 388 225 981	4 932 909 498
Créances sur le Personnel	46 792 818 386	18 109 046 265	7 853 130 994	3 098 473 640	6 663 706 930	2 770 508 648	3 388 225 981	4 909 725 928
Créances sur les Autres Banques Centrales	0	0	0	0	0	0	0	0
Titres de Participations	42 730 338 280	42 730 338 280	0	0	0	0	0	0
Autres Immobilisations Financières	120 546 324 716	120 477 018 838	31 399 587	4 456 175	10 054 346	212 200	0	23 183 570
Immobilisations Incorporelles	11 454 850 168	11 454 844 168	6 000	0	0	0	0	0
Immobilisations Corporelles	217 531 134 787	204 966 140 596	1 964 670 957	1 022 342 373	1 509 315 714	2 295 734 017	2 246 710 422	3 526 220 708
Autres immobilisations	920 856 876	920 624 376					232 500	
AUTRES ACTIFS	33 613 415 185	33 613 415 185	0	0	0	0	0	0
DEBITEURS DIVERS	24 788 985 065	2 974 532 209	6 791 593 409	3 110 079 344	2 734 607 191	5 740 552 851	120 430 737	3 317 189 324
Avances Diverses au Personnel	2 725 039 429	2 142 937 733	93 524 985	36 746 154	109 912 749	104 357 635	43 533 989	194 026 184
Autres Débiteurs Divers	344 588 558	-622 924 791	0	0	13 247 470	958 102 353	-3 836 474	0
Comptes de Régularisations - Actif	21 719 357 078	1 454 519 267	6 698 068 424	3 073 333 190	2 611 446 972	4 678 092 863	80 733 222	3 123 163 140
TOTAL DE L'ACTIF	**7 185 186 943 743**	**1 037 287 224 955**	**2 493 792 848 620**	**344 485 512 519**	**850 713 185 241**	**1 006 610 027 255**	**776 827 594 835**	**675 470 550 318**
TOTAL ACTIF ANNEE PRECEDENTE	**6 805 836 767 232**	**1 073 803 455 518**	**2 150 020 474 454**	**327 068 586 343**	**978 221 233 771**	**950 559 016 079**	**778 262 707 008**	**547 901 294 059**

Tableau IVm : Situation comptable de la BEAC au 31 juillet 2018

Passif

Postes ou lignes	Zone	Services Centraux	Cameroun	Centrafrique	Congo	Gabon	Guinée Equatoriale	Tchad
BILLETS ET PIECES EN CIRCULATION	**2 717 481 823 181**		**1 076 700 343 297**	**179 103 878 145**	**447 875 435 679**	**421 158 655 958**	**179 383 565 432**	**413 259 944 670**
TRESORS ET COMPTABLES PUBLICS NATIONAUX	**1 089 627 327 702**	**673 265 405**	**556 020 469 387**	**35 907 153 782**	**104 332 611 831**	**73 738 045 153**	**228 776 153 549**	**90 179 628 595**
Comptes courants	386 092 991 941	0	98 726 714 718	30 573 102 203	57 557 994 489	64 278 733 911	46 861 581 571	88 094 865 049
Fonds de Stabilisation des Recettes Budgétaires	13 551 730 867	0	0	0	11 073 009 320	694 142 603	1 784 578 944	0
Fonds de Réserves Pour Générations Futures	55 433 016 094	0	0	0	1 095 190 114	8 088 486 105	46 249 339 875	0
Dépôts spéciaux	634 549 588 800	673 265 405	457 293 754 669	5 334 051 579	34 606 417 908	676 682 534	133 880 653 159	2 084 763 546
BANQUES ET INSTITUTIONS FINANCIERES	**1 775 773 994 692**	**0**	**701 103 969 330**	**46 162 841 783**	**220 823 512 982**	**392 134 030 289**	**330 862 862 653**	**84 686 777 655**
Banques et Institutions Etrangères	159 938 039 246	0	51 247 845 115	20 340 507 049	13 874 342 038	25 310 503 745	24 755 968 287	24 408 873 012
Banques et Institutions Financières de la Zone	**1 615 835 955 446**	**0**	**649 856 124 215**	**25 822 334 734**	**206 949 170 944**	**366 823 526 544**	**306 106 894 366**	**60 277 904 643**
Comptes courants	1 615 780 533 818	0	649 856 124 215	25 822 334 734	206 893 749 316	366 823 526 544	306 106 894 366	60 277 904 643
Dépôts et placements sur marché monétaire	55 421 628	0	0	0	55 421 628	0	0	0
Comptes de Réserves Obligatoires	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres Comptes des Etablissements de Crédit	0	0	0	0	0	0	0	0
AUTRES COMPTES COURANTS	**204 166 169 336**	**47 272 105 500**	**131 097 834 756**	**3 214 979 969**	**13 953 309 522**	**6 863 246 160**	**1 145 298 502**	**619 394 927**
FMI : ALLOCATION DES D.T.S.	**425 553 495 363**	**0**	**139 193 300 232**	**41 906 398 572**	**62 573 039 658**	**115 206 868 025**	**24 569 843 616**	**42 104 045 260**
EMPRUNTS ET DETTES A LONG ET MOYEN TERME	**16 089 962 398**	**16 089 962 398**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
AUTRES PASSIFS	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
PROVISIONS	**45 816 939 562**	**45 816 939 562**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
REPORT A NOUVEAU	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
RESERVES	**763 266 135 825**	**850 833 688 986**	**-112 468 246 972**	**23 897 716 245**	**-2 307 550 546**	**-4 150 364 654**	**-1 911 356 753**	**9 372 249 519**
CAPITAL ET PRIME D'AUGMENTATION	**91 507 313 350**	**91 507 313 350**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
CREDITEURS DIVERS	**73 015 706 227**	**20 218 647 499**	**120 471 750**	**15 680 573 944**	**109 652 209**	**649 453 278**	**8 489 960 460**	**27 746 947 087**
TRANSFERTS NON DENOUES	**219 796 137**	**14**	**219 796 123**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
COMPTES DE REGULARISATIONS - PASSIF	**2 473 957 993**	**1 966 997 191**	**430 007 831**	**89 046**	**267 255**	**24 894 445**	**43 652 018**	**8 050 207**
COMPTE DE RESULTAT	**-19 805 678 023**	**-37 091 694 950**	**1 374 902 886**	**-1 388 118 967**	**3 352 906 651**	**985 198 601**	**5 467 615 358**	**7 493 512 398**
TOTAL DU PASSIF	**7 185 186 943 743**	**1 037 287 224 955**	**2 493 792 848 620**	**344 485 512 519**	**850 713 185 241**	**1 006 610 027 255**	**776 827 594 835**	**675 470 550 318**
TOTAL PASSIF ANNEE PRECEDENTE	**6 805 836 767 232**	**1 073 803 455 518**	**2 150 020 474 454**	**327 068 586 343**	**978 221 233 771**	**950 559 016 079**	**778 262 707 008**	**547 901 294 059**
Taux de couverture extérieure	**55,98%**		**70,56%**	**83,75%**	**19,71%**	**58,55%**	**7,93%**	**7,59%**
Taux de couverture extérieure du mois antérieur	**56,15%**		**71,46%**	**82,75%**	**20,09%**	**56,45%**	**6,03%**	**7,87%**

Tableau IVn : Situation des crédits consolidés sur les Etats au 31 juillet 2018

(Situation de fin de période - en millions de F.CFA)

Etats	Encours et impayés sur avances statutaires	Encours et impayés sur anciens crédits consolidés	Encours et impayés sur avances exceptionnelles (2)	Total
Cameroun	0	576 898	452	577 350
Centrafrique	1	80 484	673	81 158
Congo	0	572 000	452	572 452
Gabon	0	452 500	452	452 952
Guinée Equatoriale	8 347	600 357	452	609 156
Tchad	0	479 430	452	479 882
Total	**8 348**	**2 761 669**	**2 933**	**2 772 950**

(1) Les crédits consolidés représentent l'ensemble des engagements des états vis-à-vis de la BEAC à l'exception des avances pour la contribution au budget du Groupe d'Action contre le Blanchiment d'Argent en Afrique Centrale (GABAC) qui ont été consolidées au 31 décembre 2017. Suivant les résolutions n°1 du Comité Ministériel du 04 août 2017 et du Conseil d'Administration du 05 août 2017, les avances statutaires sont désormais proscrites et l'ensemble des engagements des Etats ont été consolidés au 31 décembre 2017.
(2) Composés uniquement des avances exceptionnelles au GABAC

Tableau Vo : Situation monétaire résumée de la CEMAC (période sous revue)

Données consolidées de la BEAC, des banques créatrices de monnaie (BCM) et des Autres Institutions Bancaires Eligibles au refinancement de la BEAC (AIBE)

(Montants en millions de Francs CFA)

Rubriques	Cameroun		Centrafrique		Congo		Gabon		Guinée Equatoriale		Tchad		Sces Centraux		CEMAC	
	juillet		juillet		juillet		juillet		juillet		juillet		juillet		juillet	
	2017	2018	2017	2018	2017	2018	2017	2018	2017	2018	2017	2018	2017	2018	2017	2018
I- Contreparties des ressources du système monétaire																
1- Avoirs extérieurs nets	**1 743 618**	**1 858 242**	**108 579**	**110 953**	**280 111**	**215 597**	**311 730**	**444 634**	**140 463**	**91 185**	**-363 990**	**-285 602**	**638 253**	**616 951**	**2 001 938**	**2 222 366**
BEAC	1 112 434	1 231 325	71 876	66 872	238 287	176 924	202 034	257 514	-17 716	-35 235	-310 416	-217 790	638 253	616 951	1 868 327	2 042 042
Banques (BCM et AIBE)	631 184	626 917	36 703	44 081	41 824	38 673	109 696	187 120	158 179	126 420	-53 574	-67 812	0	0	133 611	180 324
2- Crédit Intérieur (a+b)	**3 096 154**	**3 487 396**	**255 273**	**288 417**	**1 813 031**	**1 704 111**	**1 721 056**	**1 950 365**	**1 346 113**	**1 385 323**	**1 124 092**	**1 161 969**	**119 327**	**119 327**	**10 251 214**	**10 884 160**
a- Créances nettes sur l'Etat	35 374	218 864	127 886	147 468	555 062	584 960	610 163	842 074	170 408	222 312	496 882	545 855	-673	-673	2 377 743	3 035 492
dont Position Nette du Gouvernement	*71 131*	*277 004*	*133 352*	*155 620*	*566 947*	*583 652*	*695 023*	*891 864*	*298 300*	*259 642*	*529 346*	*574 082*	*-673*	*-673*	*2 680 958*	*3 217 088*
b- Créances sur l'économie	3 060 780	3 268 532	127 387	140 949	1 257 969	1 119 151	1 110 893	1 108 291	1 175 705	1 163 011	627 210	616 114	120 000	120 000	7 873 471	7 848 668
Court terme	1 883 578	1 976 687	69 768	87 697	601 426	550 128	636 777	524 713	1 008 770	999 808	477 090	447 119	0	0	4 806 918	4 705 895
Moyen terme	1 079 305	1 202 436	46 043	44 003	633 363	542 139	446 302	561 363	150 912	139 872	131 708	150 481	120 000	120 000	2 869 728	2 951 681
Long terme	97 897	89 409	11 576	9 249	23 180	26 884	27 814	22 215	16 023	23 331	18 412	18 514	0	0	196 825	191 092
TOTAL DES CONTREPARTIES	***4 839 772***	***5 345 638***	***363 852***	***399 370***	***2 093 142***	***1 919 708***	***2 032 786***	***2 394 999***	***1 486 576***	***1 476 508***	***760 102***	***876 367***	***757 579***	***736 278***	***12 253 151***	***13 106 526***
II- Ressources du système monétaire																
1- Masse monétaire (M2) = a + b + c	**4 163 752**	**4 519 544**	**297 245**	**330 498**	**1 851 418**	**1 652 700**	**1 861 858**	**2 219 124**	**1 126 859**	**1 088 538**	**821 475**	**838 798**	**0**	**0**	**10 158 548**	**10 688 473**
a- Monnaie fiduciaire	826 837	936 447	154 341	173 008	460 259	412 098	320 852	346 792	144 138	136 965	302 955	323 934	0	0	2 205 941	2 329 244
b- Monnaie scripturale	1 804 122	1 950 572	85 076	100 080	1 055 457	957 607	896 626	1 134 703	723 332	687 264	420 018	417 532	0	0	5 014 237	5 277 257
c- Quasi-monnaie	1 532 793	1 632 525	57 828	57 410	335 702	282 995	644 380	737 629	259 389	264 309	98 502	97 332	0	0	2 938 370	3 081 972
2- Autres postes nets	**676 020**	**826 094**	**66 607**	**68 872**	**241 724**	**267 008**	**170 928**	**175 875**	**359 717**	**387 970**	**-61 373**	**37 569**	**757 579**	**736 278**	**2 094 603**	**2 418 053**
TOTAL DES RESSOURCES	***4 839 772***	***5 345 638***	***363 852***	***399 370***	***2 093 142***	***1 919 708***	***2 032 786***	***2 394 999***	***1 486 576***	***1 476 508***	***760 102***	***876 367***	***757 579***	***736 278***	***12 253 151***	***13 106 526***

Annexes

Annexe 1 **: Lexique des termes monétaires et financiers**

Accord de classement : autorisation préalable délivrée par la Banque Centrale sur certains dossiers de crédit qui lui sont présentés par les établissements de crédit. Les dossiers ayant fait l'objet de cet accord peuvent être mobilisés ultérieurement dans le cadre des opérations de refinancement du marché monétaire.

Adjudication à taux variables : la technique d'adjudication utilisée désormais par la BEAC est dite " **à taux variables** ", s'agissant notamment de l'opération principale d'injection de liquidité. Elle est caractérisée par la vente (ou achat) aux enchères des liquidités dont le montant est connu à l'avance. Contrairement aux appels d'offres à taux fixe[1] pratiqués antérieurement dans la limite des objectifs de refinancement nationaux, l'adjudication à taux multiples présente particulièrement l'avantage d'inciter les établissements de crédit à dynamiser la gestion de leur trésorerie.

Appel d'offres : procédure par laquelle la BEAC entre en contact avec les établissements de crédit admis au compartiment des interventions de la Banque Centrale sur le marché monétaire pour requérir leurs soumissions d'achat ou de vente de monnaie centrale. À l'annonce d'un appel d'offres, dont le communiqué est relayé dans chaque pays par la Direction Nationale de la BEAC, les établissements de crédit sont invités à présenter au maximum cinq (5) offres, assorties chacune d'un taux d'intérêt différent.

Appel d'offres à taux fixe : procédure d'appel d'offres dans laquelle la BEAC annonce à l'avance le taux d'intérêt ou le prix et où les contreparties participantes soumissionnent le montant pour lequel elles souhaitent être servies à ce taux d'intérêt ou prix.

Appel d'offres à taux variable : procédure d'appels d'offres dans laquelle les soumissions concurrentes des contreparties participantes portent à la fois sur le montant qu'elles souhaitent obtenir et sur le taux d'intérêt ou le prix auquel elles veulent conclure des opérations avec la Banque centrale, et dans laquelle les offres les plus compétitives sont servies en premier jusqu'à ce que soit atteint le montant total de l'offre.

Appel d'offres normal : procédure d'appel d'offres utilisée dans le cadre des opérations d'open market régulières et exécutée dans un délai de 48 heures entre l'annonce de l'appel d'offres et la notification du résultat de l'adjudication ;

Appel d'offres rapide : procédure d'appel d'offres utilisée pour les opérations ponctuelles de réglage de la liquidité, lorsqu'une action rapide sur la situation de liquidité du marché est jugée souhaitable, exécutée dans un délai de 24 heures entre l'annonce de l'appel d'offres et la notification du résultat de l'adjudication ;

Avance intra journalière : facilité de prêt subordonnée à l'apport préalable de collatéral, octroyée par la BEAC aux participants directs aux échanges sur le Système de Gros Montants Automatisés (SYGMA) dans la CEMAC, afin de leur permettre de faire face à un besoin ponctuel de trésorerie au cours de la journée d'échange.

[1] La technique est de satisfaire les offres retenues à un taux unique.

Collatéral : ensemble des actifs financiers négociables et non négociables éligibles comme garantie des opérations du marché monétaire.

Compartiment des interventions de la BEAC : segment du marché monétaire utilisé par la Banque Centrale pour mettre en œuvre sa politique monétaire à travers des injections et des ponctions de liquidités.

Compartiment interbancaire : segment du marché monétaire réservé aux transactions relatives aux échanges de liquidités et de titres entre les établissements de crédit.

Décote : réduction, en pourcentage, de la valeur du marché d'un actif utilisé en tant que garantie d'opérations de crédit de la BEAC.

Contreparties de la masse monétaire : créances à l'origine de la création monétaire au profit des secteurs non financiers. Il en existe trois catégories : les avoirs extérieurs nets, les créances nettes sur l'Etat et les crédits à l'économie.

Crédits à moyen terme irrévocables : crédits bancaires pour lesquels la Banque Centrale a marqué son accord de mobilisation et ne peut revenir sur les conditions (durée, taux…). Ces crédits sont mobilisables sur le Guichet B du marché monétaire de la BEAC. Ils sont destinés au financement d'investissements productifs de durée comprise entre 2 et 7 ans.

Droit de Tirage Spécial (DTS) : unité de compte et instrument de réserve international créé en 1969 par le Fonds Monétaire International (FMI). Le DTS est alloué aux Etats membres du FMI en complément des avoirs de réserve existants. Il est calculé chaque jour à partir de cinq monnaies (Dollar, Euro, Yen, Livre Sterling et Renminbi ou Yuan chinois) pondérées selon leur importance dans le commerce et les paiements internationaux.

Facteurs de la liquidité bancaire : phénomènes ou événements qui améliorent ou réduisent le volume de monnaie centrale dont disposent les banques. Ces facteurs peuvent être autonomes ou résulter de l'action spécifique de l'Institut d'Emission (ex : les réserves obligatoires). Les facteurs autonomes qui influent sur la liquidité des banques sont constitués généralement par les opérations de retrait de billets de la clientèle, des opérations avec l'Etat et des opérations avec l'étranger.

Faculté d'avances : montant maximum de refinancement que la BEAC peut accorder à un établissement de crédit sur la base des effets publics et privés déposés en garantie à ses guichets. La décision du CPM N°04/CPM/2013 du 31 octobre 2013 précise les actifs financiers admissibles en garantie des opérations de refinancement de la BEAC. La décision N°05/CPM/2013 du 31 octobre 2013 fixe les décotes applicables à ces actifs financiers. La décision N°02/CPM/2018 du 21 mars 2018 fixe les décotes applicables sur les titres publics.

Facilité de prêt marginal : avance à 24 heures qui s'effectue sous forme de prise en pension ou de prêt garanti par les actifs éligibles, suivant la procédure bilatérale.

Facilité de dépôt : placement à 24 heures qui s'effectue sous forme de dépôt à blanc à la Banque Centrale, suivant la procédure bilatérale.

Federal Funds rate : c'est le taux du marché interbancaire aux Etats-Unis, c'est-à-dire le taux auquel les principales banques américaines négocient entre elles leurs réserves libres (excédents de réserves obligatoires auprès de la Reserve Federal). Les "Fonds Fédéraux" sont d'abord les fonds déposés par les banques américaines auprès de la Federal Reserve (Banque Centrale des Etats-Unis). Par extension, le vocable a été repris pour définir les fonds que les banques s'échangent entre elles quotidiennement sur le marché interbancaire.

Fixing : cotation officielle de certaines devises à une heure déterminée sur certaines places financières après compensation des offres et des demandes.

Liquidité banque centrale : quantité de monnaie émise par la Banque Centrale et qui est à la disposition du système bancaire. Cette monnaie se matérialise par les avoirs en compte du système bancaire auprès de l'Institut d'Emission.

Liquidité bancaire : Capacité pour une banque à faire face à ses obligations de trésorerie suivant leur échéance.

Marché financier : lieu de rencontre entre demandeurs et offreurs de capitaux à moyen et long terme, sous forme de valeurs mobilières. Il comprend un marché primaire, qui concerne l'émission de nouvelles actions et obligations, et un marché secondaire, portant sur les échanges de titres déjà émis.

Marché monétaire : lieu où les institutions et sociétés financières et non financières de la CEMAC échangent et placent des liquidités à court et moyen terme.

Mobilisable : caractère de ce qui peut être transformé en monnaie.

Nantissement : contrat par lequel une contrepartie affecte des actifs financiers, présents ou futurs, en garantie des concours reçus de la Banque Centrale sur le compartiment des interventions de celle-ci.

Objectifs implicites (de la politique monétaire) : objectif que s'assigne la Banque Centrale mais qui n'est pas déclaré ou rendu public.

Objectifs explicites (de la politique monétaire) : objectif de politique monétaire annoncé à l'avance au public.

Opération de cession temporaire : opération par laquelle la Banque Centrale achète ou vend des titres dans le cadre d'une pension ou accorde des prêts adossés à des garanties.

Opération d'open market : opération réalisée à l'initiative de la BEAC sur le marché monétaire, sous forme de cession temporaire, de retrait de liquidité à blanc, d'achat/vente ferme des titres ou d'émission de bons BEAC.

Opération ferme : instrument par lequel la Banque centrale achète ou vend des actifs négociables éligibles de façon ferme sur le marché, sans rétrocession de propriété.

Reprise de liquidité en blanc : instrument par lequel la BEAC invite des contreparties à placer des dépôts à terme sur des comptes ouverts dans ses livres, afin de retirer des liquidités du marché.

Pension-livrée : opération par laquelle une contrepartie cède à une autre de manière temporaire, en pleine propriété, des effets et titres de créances, contre des liquidités, les deux parties s'engageant respectivement et irrévocablement, le cédant à reprendre les effets et titres cédés, et le cessionnaire à les rétrocéder à un prix et à une date convenue.

Procédure bilatérale : procédure par laquelle la BEAC effectue des opérations directement avec une ou plusieurs contreparties sans mise en concurrence par appel d'offres.

Programmation monétaire : technique moderne de prévision qui permet à la BEAC d'arrêter les objectifs monétaires et de crédit ainsi que le montant du refinancement aux établissements de crédit à partir d'un cadre macro-économique intégré et cohérent.

Ratio Cooke (ou ratio de solvabilité) : rapport entre les fonds propres d'une banque et les risques encourus. Dans les Etats de la CEMAC, ce ratio doit être supérieur à 8 %.

Refinancement : opération par laquelle les institutions financières se procurent des liquidités, d'une durée souvent courte pour faire face à leurs différents engagements. Cette opération est en partie assurée par la Banque Centrale qui intervient en prenant en garantie des actifs financiers détenus par ces institutions financières contre remise de liquidités.
Swap (de trésorerie) ou "crédits croisés" : opération d'échange de trésorerie qui s'effectue de gré à gré entre deux parties. Au moins l'une des séries des flux financiers est calculée en fonction de l'évolution d'un indicateur financier (taux d'intérêt, taux de change, prix d'une action, …).

Taux de change nominal : prix dans une monnaie étrangère d'une unité de monnaie nationale.

Taux de change effectif : somme pondérée des taux de change avec les différents partenaires commerciaux et concurrents. La pondération correspond à l'importance de chaque partenaire en part dans les importations et les exportations des biens et services.

Taux directeur : principal taux d'intervention d'une Banque Centrale et dont la modification doit servir de signal aux opérateurs économiques sur les orientations de la politique monétaire.

Taux de base bancaire : c'est le taux d'intérêt qui sert de référence pour les crédits accordés par les banques à leur clientèle. Il est spécifique à chaque banque, même lorsque la concurrence fait en sorte que les principaux établissements de crédit s'alignent entre eux.

Taux de pénalité : taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale aux banques primaires en cas de manquement à la réglementation bancaire, aux règles de distribution du crédit et aux impayés résultant des opérations du marché monétaire ou dans l'hypothèse d'un défaut de papier éligible.

Taux d'Intérêt des Appels d'offres (TIAO) : taux d'intérêt minimum de soumission aux opérations d'injection de liquidité organisés par la BEAC. Il est fixé en tenant compte de la conjoncture, tant interne qu'externe. Il constitue le principal taux directeur de la BEAC.

Taux d'Intérêt sur Placements Publics (TISPP) : taux de rémunération des dépôts publics par la BEAC. Il se subdivise comme ci-après :

- Taux d'intérêt sur placements publics au titre des fonds de réserve pour les Générations Futures ($TISPP_0$) ;

- Taux d'Intérêt sur placements publics au titre du mécanisme de stabilisation des recettes budgétaires ($TISPP_1$) ;

- Taux d'intérêt sur placements publics au titre des dépôts spéciaux ($TISPP_2$).

Taux Interbancaire Moyen Pondéré (TIMP) : c'est le taux d'intérêt moyen (pondéré par le volume des transactions réalisées) pratiqué par les banques sur le marché interbancaire de la CEMAC. Il est calculé par la Banque Centrale selon les diverses échéances (au jour le jour, un mois, deux mois, …) et communiqué régulièrement aux différents participants du marché interbancaire.

Annexe 2 : **Chronologie des principaux évènements marquants, mesures récentes de politique monétaire de la BEAC**

11 janvier 2008 : le Comité de Politique Monétaire de la Banque des Etats de l'Afrique Centrale s'est réuni en séance inaugurale à Yaoundé, sous la présidence de Monsieur Philibert ANDZEMBE, Gouverneur de la BEAC, son Président statutaire.

20 mars 2008 : le Comité de Politique Monétaire, lors de sa première réunion ordinaire, approuve le schéma transitoire du mécanisme d'émission des titres publics émis par adjudication dans la CEMAC, ainsi que son chronogramme de mise en œuvre, avec comme objectif, le lancement des adjudications des valeurs du Trésor en 2009.

2 juillet 2008 : le Comité de Politique Monétaire décide de l'abandon de la règle de discrimination du taux d'intérêt servi sur les dépôts spéciaux suivant la position de l'Etat au compte d'avances statutaires. Il a également décidé du réaménagement de la composition des groupes assujettis à la constitution des réserves obligatoires, au regard des niveaux respectifs de liquidité des pays. Par ailleurs, le Comité de Politique Monétaire approuve le Projet de Règlement CEMAC sur les titres publics émis par adjudication et autorise le Gouverneur à le transmettre au Conseil d'Administration de la BEAC (pour avis conforme) et au Comité Ministériel de l'UMAC (pour adoption définitive).

Enfin, le Comité de Politique Monétaire examine les recommandations du séminaire sur le développement du secteur financier dans la CEMAC qui s'est tenu à Yaoundé les 3 et 4 juin 2008 avec le FMI et la Banque Mondiale et a décidé, s'agissant des conditions de banque, de la suppression du Taux Débiteur Maximum (TDM).

3 juillet 2008 : le Conseil d'Administration délivre son avis conforme pour l'adoption par le Comité Ministériel du Règlement CEMAC sur l'émission des titres publics suite à son approbation par le Comité de Politique Monétaire.

6 octobre 2008 : le Comité Ministériel adopte définitivement le règlement CEMAC relatif à l'émission des titres publics émis par adjudication.

27 février 2009 : le Comité de Politique Monétaire approuve les cinq projets de textes réglementaires et conventionnels suivants portant réglementation, organisation et fonctionnement du mécanisme d'émission des titres publics émis par adjudication :

- la Convention relative à l'organisation des adjudications des Valeurs du Trésor ;
- la Convention relative à la participation des Spécialistes en Valeurs du Trésor aux adjudications des titres publics émis par adjudication ;
- le Cahier des charges des Spécialistes en Valeurs du Trésor ;
- le Règlement Général de la Cellule de Règlement et de Conservation des Titres (CRCT) ;
- la Convention-cadre de pension livrée.

29 juin 2009 : le Comité de Politique Monétaire examine les modalités pratiques de mise en œuvre du projet d'émission des titres publics émis par adjudication et décide de :

- geler les plafonds d'avances de la Banque Centrale aux Trésors nationaux dès le démarrage des émissions des titres publics prévu au cours du second semestre 2009 ;

- adopter le principe de la réduction des plafonds d'avances par cinquième chaque année ;

- proposer au choix de chaque Etat de rembourser les utilisations au-delà du plafond d'avances réajusté, soit une seule fois, soit par consolidation sur un an maximum, au TIAO et à échéances trimestrielles.

En application de ces décisions, les plafonds d'avances statutaires des Trésors Nationaux, gelés depuis le mois de juin 2009, ont été réduits de 1/5eme soit 20%, depuis le 1er janvier 2011.

16 décembre 2011 : le Comité de Politique Monétaire décide de :

- geler les plafonds d'avances de la Banque Centrale aux Trésors Nationaux à leur niveau constaté au 31 décembre 2010 ;

- adopter le principe de la réduction des plafonds d'avances statutaires par dixième chaque année à compter du 31 décembre 2012.

22 mars 2013 : le Comité de Politique Monétaire fixe la limite des créances de la banque centrale adossées à des effets et valeurs émis ou garantis par le Trésor publics, les collectivités locales ou tout autre organisme public de chacun des Etats membres de la CEMAC, telle que prévue par les Statuts de la Banque. Cette limite est de 35 % des recettes budgétaires ordinaires fongibles d'origine nationale constatées au cours de l'exercice écoulé.

18 décembre 2014 : le Comité de Politique Monétaire après avoir examiné l'impact de la baisse brutale des cours de pétrole sur le cadre macroéconomique, et sans préjudice du principe d'extinction des avances statutaires aux Etats, a décidé de maintenir, à titre exceptionnel et provisoire en 2015, les plafonds d'avances à leur niveau atteint au 31 décembre 2013.

7 août 2015 : le Conseil d'Administration de la BEAC, réuni en session extraordinaire, établit les plafonds d'avances statutaires de l'exercice 2015 à 20% des recettes budgétaires de l'exercice 2014, excepté pour la RCA dont le montant du plafond est adossé sur les recettes budgétaires de l'exercice 2008.

28 septembre 2015 : le Conseil d'Administration de la BEAC, réuni en session ordinaire, a autorisé le Gouvernement de la Banque Centrale à procéder à l'octroi d'une avance exceptionnelle à la République du Tchad, limitée au maximum à 50 % des plafonds d'avances révisés arrêtés pour l'exercice 2015 (sur la base des recettes budgétaires de 2014), dans la mesure où ce pays est sous-programme avec le FMI. Par ailleurs, tout autre pays ayant conclu un accord avec le FMI, au cours des exercices 2015 et 2016, qui ferait une demande d'avance exceptionnelle, en bénéficierait après accord préalable du Conseil d'administration.

15 juin 2016 :

- le Comité de Politique Monétaire modifie le dispositif de gestion des réserves obligatoires dans la CEMAC. Cette réforme offre une plus grande flexibilité dans la gestion de la liquidité bancaire par la BEAC et uniformise les coefficients des réserves obligatoires, avec des seuils de constitution n'affectant pas les établissements de crédit collectant un volume faible de dépôts. Par ailleurs, elle élargit les éléments de l'assiette des réserves obligatoires à l'ensemble des éléments du passif des assujettis, notamment les titres de créances négociables (TCN) ;

- le Comité de Politique Monétaire a redéfini les règles, instruments et modalités d'intervention de la BEAC sur le marché monétaire. La BEAC interviendra sur le marché par voie d'appels d'offres et de procédures bilatérales. Les opérations initiées dans le cadre de ses interventions sont irrévocables dès leur mise en place. Les instruments utilisés au titre de ces interventions comprendront désormais : les opérations d'open market (opérations principales d'injection de liquidité, opérations d'injection de liquidité de maturité longue, opération ponctuelle de réglage fin, opérations structurelles), les facilités permanentes, les avances intra journalières et les opérations du guichet spécial de refinancement.

22 mai 2017 :

- le Comité de Politique Monétaire, réuni en session extraordinaire, adopte les mesures de politique monétaire ci-après :

    1. réduction de 20 % des objectifs de refinancement de la Guinée Equatoriale et du Tchad (pays dont la position en Compte d'Opérations est débitrice), pour les ramener respectivement à 192 milliards et 240 milliards ;
    2. réduction automatique de 10 % de l'objectif de refinancement de tout pays dont la position en Compte d'Opérations sera créditrice mais dont le ratio solde en Compte d'Opérations sur la circulation fiduciaire sera inférieur au seuil minimal de 15 % ;
    3. réduction complémentaire de 10 % de tout pays dont la position créditrice en Compte d'Opérations deviendra débitrice après qu'il ait subi une première réduction de 10 % de son objectif de refinancement sur la base du ratio solde en Compte d'Opérations sur la circulation fiduciaire.

- le Comité de Politique Monétaire autorise le Gouvernement de la BEAC apporte de la liquidité d'urgence aux banques en difficulté exerçant au Tchad, en attendant la mise en place du dispositif global dédié.

11 juillet 2017 : le Comité de Politique Monétaire, réuni en session ordinaire, adopte la définition ci-après du seuil cible dans le cadre de la structuration des réserves de change « ***le seuil cible des réserves de change est le niveau des réserves requis pour couvrir 3 mois d'importations des biens et services, ainsi que 3 mois de la dette extérieure*** ».

2 novembre 2017 : le Comité de Politique Monétaire, réuni en session ordinaire, modifie le mode de constitution des réserves obligatoires par les établissements de crédit auprès de la BEAC, en instituant la constitution en moyenne.

19 décembre 2017 : le Comité de Politique Monétaire, réuni en session ordinaire, adopte la décision portant sur le cadre général du nouveau dispositif d'apport de liquidité d'urgence, pour permettre aux établissements de crédit de la CEMAC, jugés solvables, de faire face aux tensions temporaires de liquidité pouvant affecter la stabilité financière.

21 mars 2018 : le Comité de Politique Monétaire, réuni en session ordinaire, décide de :

- abandonner la norme limitant les créances de la BEAC adossées à des effets et valeurs émis ou garantis par les Trésors publics à 35 % des recettes budgétaires de l'exercice écoulé ;

- fixer les nouvelles décotes applicables aux effets publics admissibles en garantie des opérations de politique monétaire de la BEAC ;
- supprimer la tranche d'exonération des réserves obligatoires et d'appliquer des coefficients uniformes ;
- fixer à partir de la période de constitution des réserves obligatoires du mois d'avril 2018, les coefficients à appliquer sur les exigibilités à vue et à terme à 7,00% et 4,50% respectivement ;
- abandonner les objectifs nationaux de refinancement au profit d'une ***limite sous-régionale d'intervention*** de la Banque Centrale, pour consacrer l'unicité de la politique monétaire. Cette donnée ne sera plus communiquée au public mais sera un outil interne de pilotage des interventions de la Banque Centrale.

25 juillet 2018 : le Comité de Politique Monétaire, réuni en session ordinaire à N'Djamena (Tchad), décide, en vue du pilotage du taux d'intérêt interbancaire moyen pondéré (TIMP) des opérations à 7 jours, de mettre en place un corridor autour du TIAO, composé :

- d'une facilité marginale de prêt à un taux de 4,70 % en remplacement du taux des prises en pension (TIPP) ;
- d'une facilité marginale de dépôt à un taux de 0,0 %, en remplacement du taux d'intérêt sur placement à 7 jours (TISP).

Annexe 3a : Liste des établissements éligibles aux interventions de la BEAC

	Offreurs	Demandeurs
Cameroun		
- Banques (1)	AFRILAND FIRST BANK B.I.C.E.C. SCB Cameroun CITIBANK SA STANDARD CH. BANK S.G.C. ECOBANK Cameroun CBC UBA SA UBC PLC BGFIBank Cameroun	AFRILAND FIRST BANK B.I.C.E.C. SCB Cameroun CITIBANK SA STANDARD CH. BANK S.G.C. ECOBANK Cameroun CBC UBA SA UBC PLC BGFIBank Cameroun
- Etablissements financiers (1)	SCE PRO-PME FINANCEMENT CREDIT FONCIER DU Cameroun AFRICA LEASING COMPANY	SCE PRO-PME FINANCEMENT CREDIT FONCIER DU Cameroun AFRICA LEASING COMPANY ALIOS FINANCE
- Trésor	Trésor public	
- Institutions financières publiques	Centre des Chèques Postaux (CCP)	
République centrafricaine		
- Banques (1)	ECOBANK B.P.M.C. C.B.C.A. BSIC Centrafrique	ECOBANK B.P.M.C. C.B.C.A. BSIC Centrafrique
- Trésor	Trésor public	
- Institutions financières publiques	Centre des Chèques Postaux (CCP)	
Congo		
- Banques (1)	BGFIBanK-Congo LCB B.C.I C.D.C ECOBANK Congo BCH UBA Congo BSCA CONGO	BGFIBanK-Congo LCB B.C.I C.D.C ECOBANK Congo UBA Congo BSCA CONGO
- Etablissement de microfinance	MUCODEC	
- Trésor	Trésor public	
- Institutions financières publiques	Centre des Chèques Postaux (CCP)	

(1) Les établissements de crédit (banques et établissements financiers) sont admis au Marché Monétaire (niveau 2) sur décision du Gouverneur et après avis de la COBAC.

(2) Sous réserve du remboursement intégral des avances dues à la BEAC par le Trésor.

Annexe 3b **: Liste des établissements éligibles aux interventions de la BEAC**

(suite)

	Offreurs	Demandeurs
Gabon		
- Banques (1)	B.G.D. B.I.C.I.G. CITIBANK B.G.F.I. U.G.B. BHG ORABANK Gabon ECOBANK Gabon	B.G.D. B.I.C.I.G. CITIBANK B.G.F.I. U.G.B. ORABANK Gabon
- Trésor	Trésor public	
- Institutions financières publiques	Centre des Chèques Postaux (CCP)	
Guinée Equatoriale		
- Banques (1)	S.G.B.-GE. Centre des Chèques Postaux BANGE	S.G.B.-GE CCEI BANK GE BANGE
- Trésor	Trésor public	
Tchad		
- Banques (1)	CBT ECOBANK B.C.C. B S I C UBA Tchad ORABANK TCHAD	CBT ECOBANK B.C.C. B S I C UBA Tchad ORABANK TCHAD
- Trésor	Trésor public	
- Institutions financières publiques	Centre des Chèques Postaux (CCP)	

(1) Les établissements de crédit (banques et établissements financiers) sont admis au Marché Monétaire (niveau 2) sur décision du Gouverneur et après avis de la COBAC.

(2) Sous réserve du remboursement intégral des avances dues à la BEAC par le Trésor.

DOCUMENT REALISE PAR LA BANQUE DES ETATS DE L'AFRIQUE CENTRALE

“ B.E.A.C. ”

SERVICES CENTRAUX
BP 1917 YAOUNDE - CAMEROUN

DIRECTION DU CREDIT, DES MARCHES DE CAPITAUX ET DU CONTROLE BANCAIRE
SERVICE DES OPERATIONS DE POLITIQUE MONETAIRE

TEL : (237) 222 23 46 95 – 222 23 46 96
FAX : (237) 222 23 46 93 – (237) 222 22 78 03
E-MAIL : Reporting-SCX_MM@beac.int

BIEN VOULOIR NOUS FAIRE PARVENIR VOS OBSERVATIONS ET VOS COMMENTAIRES A L’ADRESSE CI-DESSUS